



LE BILAN DE LA PRÉSIDENTENCE DE JOE BIDEN

UN ATOUT OU UN BOULET POUR LA CANDIDATURE DE KAMALA HARRIS ?

Par Sean SCULL, Analyste, Pierre CLAIRE, directeur adjoint des études et William THAY, Président du Millénaire



AVANT-PROPOS

Persuadé d'incarner **le rempart démocratique et la liberté**, Joe Biden souhaitait initialement être de nouveau candidat comme Donald Trump en novembre 2024 pour empêcher l'ancien président de revenir à la Maison Blanche. Il mettait régulièrement en garde les électeurs américains contre les conséquences néfastes d'une réélection de Donald Trump. Selon le vétéran démocrate, le retour aux affaires du représentant *MAGA (Make America Great Again)* mènerait l'Amérique à sa perte.

*"Democracy is on the ballot. Your freedom is on the ballot."*¹

C'est sur ces mots que Joe Biden avait annoncé sa candidature pour la présidentielle de 2024. **Persuadé d'incarner le rempart démocratique face à Donald Trump, il avait pour ambition, de briguer un second mandat, pour terminer le travail et empêcher le retour d'un président.** Le vétéran démocrate a régulièrement mis en garde les électeurs américains des conséquences néfastes d'une réélection de Donald Trump, en allant jusqu'à comparer les éléments de langage du milliardaire à ceux utilisés en Allemagne nazie : *"the same exact language used in Nazi Germany"*. **Cette rhétorique agressive vis-à-vis de son opposant politique est une manière de détourner les regards de son propre mandat, qui n'est pas catastrophique, mais loin d'être parfait et exempt de tous critiques.** Entre crise migratoire, crise politique avec le Texas, les conséquences de la pandémie de la Covid-19 avec l'inflation, la guerre en Ukraine ainsi qu'en Israël, la dédollarisation mondiale, l'appauvrissement de la classe moyenne, les tensions avec la Chine au sujet de Taïwan, son mandat est marqué par une restructuration de l'ordre international, qui paraît inévitable mais, qui ne joue pas en faveur des États-Unis d'Amérique qui pourraient perdre leur influence hégémonique.

¹"La démocratie est en jeu lors du vote, votre liberté est en jeu » Jazeera, A. (2024, January 6th). [Biden attacks Trump as threat to democracy, warns against his re-election](#). Al Jazeera.

Enfin, **Joe Biden n'aura pas réussi son pari puisqu'il s'est retiré le dimanche 21 juillet de la course à la Maison Blanche.** Cette décision s'explique notamment par de mauvais sondages qui le plaçaient en mauvaises positions dans l'hypothèse d'un match retour contre Donald Trump. Ainsi, le débat télévisé du 27 juin affrontant les deux derniers présidents avait tourné à l'avantage de l'ex-locataire. Pire, le président des États-Unis apparaissait très fragile au point de faire naître des doutes sur son état de santé, ce qui a suscité des interrogations dans son propre camp. De nombreuses figures démocrates ont ainsi poussé Joe Biden à laisser la place à sa Vice-Présidente Kamala Harris en raison : de mauvais sondages, de son âge, et d'un bilan jugé peu flatteur. Joe Biden, selon l'Institut Gallup², possédait de très mauvais sondages d'approbation, dans la dernière ligne droite avant une réélection. Seul Jimmy Carter, était dans une situation plus délicate que la sienne, avant qu'il ne soit battu par Ronald Reagan.

Ainsi, son bilan est sévèrement jugé, puisqu'en moyenne (liste des sondages recensés par RealClearPolitics³), seuls un peu plus de 20% des Américains estiment que le pays va dans la bonne direction contre plus des deux tiers qui pensent le contraire. De même, lorsqu'on interroge les Américains sur lequel des deux derniers présidents était le meilleur sur plusieurs thématiques, le jugement sur Joe Biden est sévère. Ainsi, on notait sur un sondage NBC News⁴ un différentiel en faveur de Donald Trump très important sur : la sécurité des frontières (+35 points d'écart), santé physique et mentale pour être président (+23 points), l'économie (+22 points), être compétent et efficace (+16 points), place de l'Amérique dans le monde (+11 points), lutter contre la violence et les crimes (+21 points). Joe Biden l'emportait sur : la protection de la démocratie (+2 points), protéger le droit à l'avortement (+12 points) et ceux des migrants (+17 points). De plus, les Américains semblaient préférer les Républicains aux Démocrates pour

² <https://news.gallup.com/poll/647633/biden-approval-rating-hit-new-low-exit-race.aspx>

³ <https://www.realclearpolling.com/polls/state-of-the-union/direction-of-country>

⁴ <https://www.nbcnews.com/politics/2024-election/poll-biden-trump-economy-presidential-race-rcna136834>

régler les problématiques économiques ou encore de sécurité nationale selon un sondage effectué par l'Institut Gallup⁵.

Lors de son discours du mercredi 24 juillet, expliquant les raisons de son retrait, Joe Biden a expliqué que « son bilan comme président, son leadership dans le monde, sa vision de l'Amérique, méritait un deuxième mandat ». Cependant, ce ne sont pas les raisons qui l'ont conduit à renoncer à une candidature mais le locataire de la Maison Blanche l'a fait pour « sauver la démocratie » même si cela doit être au détriment de « l'ambition personnelle » pour « passer le flambeau à une nouvelle génération ». À ce titre, Kamala Harris, favorite pour remporter l'investiture du parti démocrate va porter le bilan de cette présidence.

Ce bilan mérite d'être analysé plus en profondeur puisqu'il n'est pas si caricatural que ses partisans ou ses détracteurs puissent le démontrer. Si sur le plan de la politique internationale il a été en mesure de marquer un retour des États-Unis dans les affaires mondiales, il peine à convaincre les Américains de sa politique intérieure notamment sur le plan économique. De plus, nous pouvons affirmer que son ambition d'apaisement et d'unification du pays est un échec.

⁵ <https://news.gallup.com/poll/511979/neither-party-liked-gop-holds-advantage-issues.aspx>

AVANT-PROPOS	2
<i>America is back : un retour de la puissance étatsunienne.....</i>	<i>6</i>
Les promesses de 2020	6
L'ambition d'affirmer un <i>leadership</i> Américain	11
<i>The battle for the soul of the NATION: L'ambition d'une politique d'apaisement et d'unification</i>	<i>22</i>
Les promesses de 2020	22
Un bilan COMPORTANT DES POINTS POSITIFS MAIS LOIN D'APaiser ET D'UNIR LES AMERICAINS.....	26
<i>Let's finish the job : son programme s'il n'avait pas retiré sa candidature</i>	<i>38</i>
Préserver la démocratie, incarner l'humanisme et faire barrage à Donald Trump	38
Relancer l'économie Américaine et unifier le pays.....	40
Continuer l'interventionnisme Américain AU PROFIT DU MONDE OCCIDENTAL	42
En difficulté, Biden a fini par RENONCER : Chronique du retrait	45
Biden était à la traîne dans les SONDAGES : Kamala Harris peut-elle faire MIEUX ?.....	47
Comment Harris peut renverser les TENDANCES : Un chemin difficile mais pas improbable	50
CONCLUSION.....	55

AMERICA IS BACK : UN RETOUR DE LA PUISSANCE ETATSUNIENNE

LES PROMESSES DE 2020

Lors de son élection de 2020, Joe Biden annonçait une rupture avec la politique menée par son prédécesseur, le républicain Donald Trump. Sa campagne était marquée par un fort anti-Trumpisme et la volonté de replacer les États-Unis d'Amérique au cœur des relations internationales dans un contexte marqué par l'épidémie du Covid-19. Cette approche lui a permis de séduire non seulement les démocrates, mais aussi de nombreux indépendants qui ne souhaitaient pas un second mandat du milliardaire new-yorkais qui ne s'est pas démarqué dans sa gestion de la crise sanitaire. Lors de sa campagne, il s'est engagé à être un président pour tous, et pas seulement pour les États bleus ou démocrates. Joe Biden s'est également engagé à réaffirmer le *leadership* mondial des États-Unis d'Amérique en rétablissant les relations avec ses alliés de longue date.

En résumé, Joe Biden a été un candidat à l'élection présidentielle qui s'est construit en opposition à Donald Trump. Son programme en termes de politique internationale est à mi-chemin de celle poursuivie par son prédécesseur ainsi que par Barack Obama. Les deux derniers présidents ont continué le « pivot américain » reposant sur un désengagement américain notamment du Moyen-Orient pour se concentrer sur la menace chinoise qui est considérée comme la seule capable de contester le leadership américain. De plus, l'ancien Vice-Président souhaitait également renouer avec des alliés historiques malmenés par Donald Trump afin de faire nouveau l'Amérique comme le *leader* du monde libre avec une politique internationale active. Cela s'est notamment manifestée dans sa lutte contre les régimes autoritaires pour restaurer le clivage entre les démocraties et les autres régimes. Dans la même idée de tourner la page Trump, il souhaitait mettre en place une politique migratoire humaniste et de réconcilier l'Amérique

avec les objectifs de transition écologique. Regardons de plus près ces promesses.

Une des promesses phares de Joe Biden était **de mettre fin aux "guerres sans fin" dans lesquelles les États-Unis d'Amérique étaient engagés, en particulier la guerre en Afghanistan contre les Talibans qui durait depuis 2001**. Le retrait américain d'Afghanistan avait déjà été amorcé sous Donald Trump, qui avait négocié un accord de retrait avec les Talibans en février 2020, incluant la libération de 5 000 prisonniers talibans et fixant la date du retrait final au 1er mai 2021. Joe Biden a poursuivi cette ligne en promettant de mettre fin à la plus longue guerre de l'histoire des États-Unis d'Amérique. Il s'agit là d'un premier point intéressant : **le candidat Joe Biden présente une première similitude de fond avec l'action de Donald Trump, leur lecture des enjeux au Moyen-Orient n'étant guère différente, affichant plutôt des divergences de forme**. Ainsi, durant la campagne pour l'élection américaine de 2020, **Joe Biden est resté sur la même ligne que son prédécesseur en promettant de mettre fin à la plus longue guerre de l'histoire des États-Unis d'Amérique**⁶.

Au niveau de la politique étrangère, Joe Biden a souhaité se distinguer de Donald Trump sur trois sujets : **le degré de confrontation avec la Chine** (1), **le retour de la collaboration avec les partenaires occidentaux** (2) et **une approche des relations internationales davantage dictée par les valeurs** (être plus favorable aux démocraties plutôt qu'aux régimes autoritaires) soit en rupture avec la realpolitik de Donald Trump (3).

Le mandat de Donald Trump (2017-2021) a été marqué par des relations conflictuelles avec la Chine, les deux pays s'étant livrés une guerre commerciale sans précédent. En 2020, **Biden a fait part de son vœu d'adopter une approche plus prudente vis-à-vis de l'Empire du Milieu, les mesures prises par Trump étant perçues comme brutales et non**

⁶ Kiely, E. (2021, August 17th). [Timeline of U.S. Withdrawal from Afghanistan](#) - FactCheck.org.

stratégiques. Biden promettait une approche moins frontale en combinant la collaboration avec les Chinois sur des questions d'intérêts communs comme le réchauffement climatique, tout en rivalisant avec la Chine dans le domaine technologique, de manquement au droit humain, militaire ou de commerce déloyal. **Il a notamment promis de confronter Pékin sur ses violations des droits de l'homme, en utilisant la loi Magnitsky pour sanctionner les responsables chinois.** Le *Magnitsky Act* est une loi américaine permettant à Washington de sanctionner les représentants de gouvernements étrangers qui, dans le monde entier, violent les droits de l'homme. Concrètement la loi donne le pouvoir aux autorités américaines de geler leurs avoirs et de leur interdire l'accès aux États-Unis. **Le point en commun avec Trump est que Biden avait compris que la Chine représentait la principale menace pour la sécurité nationale**⁷.

Comme mentionné précédemment, **une des grandes promesses de Biden était de mettre à la politique isolationniste menée sous l'administration Trump.** Celle-ci n'est pas réellement isolationniste au sens propre du terme, puisqu'elle ne conduit pas à un retrait des États-Unis des affaires mondiales. En effet, Donald Trump a poursuivi la politique étrangère américaine d'Obama notamment concernant le pivot américain vers l'Indopacifique et le retrait du Moyen-Orient. Dans le même temps, le milliardaire initiait un changement d'alliance en étant plus agressif envers les alliés traditionnels des Américains, soit plutôt des démocraties libérales (OTAN, Europe, etc.) pour se rapprocher d'autres dictatures comme la Corée du Nord.

Joe Biden préconisait un retour de l'Amérique comme le *leader* du monde libre avec une politique internationale active. Son ambition était de rétablir le *leadership* des États-Unis d'Amérique à l'étranger à travers la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et du multilatéralisme. Ainsi, le président des États-Unis souhaitait transformer l'action de son prédécesseur comme une parenthèse dans la politique étrangère

⁷ Swanson, A. (2021, November 3rd). [Biden's China Policy? A Balancing Act for a Toxic Relationship](#). The New York Times.

américaine post Seconde Guerre mondiale. Parmi ses promesses de 2020, il ambitionnait pour les Etats-Unis, une réintégration à l'Organisation Mondiale de la Santé, l'UNESCO, aux Accords de Paris sur le climat, puis de rétablir les droits des LGBTQ+, la diplomatie et la démocratie en tant que priorité essentielle de la politique étrangère.

Autre priorité de Joe Biden, combattre la menace russe en Europe de l'Est en relançant massivement la coopération au sein de l'OTAN. Il s'agit notamment de soutenir les alliés historiques des États-Unis ainsi que les nouvelles démocraties post Union-soviétique inquiètes des ambitions régionales de Vladimir Poutine. Cela s'est manifesté plus particulièrement à travers un soutien au régime pro-occidental de Kiev en faisant de l'Ukraine une priorité de la politique étrangère des États-Unis d'Amérique. Lorsque Joe Biden était vice-président dans l'administration Obama il s'était déjà montré favorable au soutien américain à l'Ukraine lors de la révolution pro-occidentale qui a renversé le président pro-Kremlin Viktor Ianoukovitch en 2014⁸. Cette politique a permis notamment aux États-Unis de redevenir les protecteurs des pays européens, qui comptent sur la garantie de défense américaine. Cela est notamment le cas avec des pays, anciennement membres de l'Union soviétique, qui sont effrayés par les ambitions territoriales et politiques du Kremlin. Alors que les États membres de l'Union européenne étaient plutôt séduits par l'idée d'Emmanuel Macron de voir une architecture de défense européenne, cette idée a volé en éclat avec le retour des États-Unis.

Enfin, **sa troisième distinction vis-à-vis de Donald Trump réside dans son approche des relations internationales portée par la moralpolitik ou « politique morale » que par la realpolitik. Il s'agit en effet de porter les ambitions américaines par l'association et le partage des valeurs que par les intérêts.** Ainsi, plutôt que de rechercher des alliés iconoclastes dans la

⁸ Bourdillon, Y. (2019, 30 septembre). [L'Ukraine s'impose au cœur de la présidentielle américaine 2020](#). Les Echos.

concurrence sino-américaine comme la Russie ou la Corée du Nord afin d'isoler la Chine de ses alliés « naturels », Joe Biden s'est efforcé dans son premier G7 à Carbis Bay en juin 2021, à renouer avec les démocraties afin de créer un axe contre les régimes autoritaires avec en ligne de mire : la République populaire de Chine. Dans cette même lignée, le soutien des États-Unis envers l'Ukraine contre la Russie ou encore le soutien d'Israël illustrent la stratégie de Joe Biden de remettre les États-Unis au cœur et en tête de l'Occident.

Cette politique s'applique également sur le plan intérieur afin d'être en cohérence avec l'image que Joe Biden souhaite donner des États-Unis. Cela s'illustre sur deux sujets : **la politique migratoire et la politique environnementale**. S'agissant du premier point, **Joe Biden s'était engagé à mettre en place une politique migratoire humaniste**. Cela passe notamment par **la fin de la construction du mur avec le Mexique dont l'administration précédente avait fait son cheval de bataille**. Biden avait, en août 2020 lors d'une interview avec NPR, proclamé « Il n'y aura pas un pied de mur de plus construit sous mon administration ». Puis, il a également déclaré qu'il mettrait fin aux politiques d'asile préjudiciables de Trump⁹. Biden proposait aussi de mettre fin à l'urgence nationale permettant le financement du mur frontalier et annuler l'interdiction d'entrée sur le territoire des musulmans.

Joe Biden s'est également engagé à renouer avec les objectifs de transition écologique et **de faire des États-Unis d'Amérique un modèle dans le domaine de la lutte contre le changement climatique, en mettant les États-Unis d'Amérique sur la bonne voie pour atteindre des émissions nettes nulles d'ici à 2050**. Dans le cadre de sa campagne, le démocrate s'est engagé à « mener le monde » dans la lutte contre le changement climatique par « la force de l'exemple »¹⁰. Ainsi, quelques heures seulement après son

⁹ [Biden Promise Tracker](#) | PolitiFact.

¹⁰ theSkimm. (2023, March 8th). [President Joe Biden's campaign promises tracker](#). theSkimm.

investiture à la magistrature suprême américaine, **Joe Biden a signé un décret portant sur le retour des États-Unis dans l'accord de Paris sur le climat.** Une volonté politique de placer son mandat sous les hospices de la lutte contre le changement climatique et ainsi de s'inscrire en rupture avec son prédécesseur. Le nouveau pensionnaire de la Maison Blanche a aussi annoncé suspendre les activités de prospection et de construction de l'oléoduc Keystone XL devant relier le Canada au Nebraska.

L'AMBITION D'AFFIRMER UN *LEADERSHIP* AMERICAIN

L'Amérique n'est jamais réellement partie sous Donald Trump. Le pays a effectivement été au cœur du concert des nations durant tout le long du mandat de Donald Trump. En revanche, **Joe Biden a bien réussi à réaffirmer une forme de *leadership* américain telle que nous connaissons depuis la Seconde Guerre Mondiale.** Seulement, **ce leadership n'est pas mondial mais surtout occidental.** En effet, les États-Unis doivent désormais composer avec de puissants acteurs régionaux dans chaque aire géographique : la Russie à l'Est de l'Europe, la Chine et l'Inde en Indopacifique, la Turquie en Méditerranée, ou encore l'Iran au Moyen-Orient. Un prolongement du pivot vers la Chine qui n'a pas atténué la logique de rapport de force entre les deux superpuissances :

Joe Biden a prolongé la politique américaine de pivot vers la Chine, initiée sous Barack Obama et accélérée sous Donald Trump. En effet, Washington perçoit Pékin comme la principale menace s'opposant à sa domination mondiale. **Ainsi, les États-Unis d'Amérique souhaitent un désengagement des conflits mondiaux, illustré par le retrait d'Afghanistan, afin de pouvoir concentrer leur politique extérieure sur la menace chinoise.** La politique américaine vis-à-vis de Pékin a donc été relativement stable sur le fond entre les présidences de Trump et Biden. Il s'agit en effet de conserver le leadership mondial des États-Unis en limitant l'influence de la Chine et ses capacités à contester cet ordre mondial.

Dans la possibilité que les deux mêmes administrations s'affrontent lors de la présidentielle en novembre, la grande question sera : lequel des deux

candidats a adopté la meilleure stratégie aux relations conflictuelles actuelles entre la Chine et les États-Unis d'Amérique ?

Joe Biden et Donald Trump ont adopté la même politique à l'encontre de la Chine mais elle diffère sur la méthode et sur la forme. La **voie de Trump** est celle de l'unilatéralisme et de la confrontation avec une coopération limitée sur certaines questions. **La voie de Biden** est plutôt axée sur la compétition et le multilatéralisme avec une approche systématique sur certaines questions avec Pékin. Cette approche de Joe Biden à l'égard de la Chine a ainsi marqué un contraste avec celle de Donald Trump.

Biden a réaffirmé l'importance de la diplomatie et rétabli l'approche américaine du multilatéralisme. Il a essayé de construire une approche de coopération avec les alliés des Américains dans le pacifique. Notamment en utilisant le cadre législatif pour coordonner la concurrence stratégique, en renforçant l'association avec les alliés des Etats-Unis d'Amérique, par le biais de la coopération multilatérale telle que l'alliance AUKUS. Cela tout en maintenant la stratégie de concurrence de Donald Trump. La **marque de Biden est également de réintégrer l'idéologie démocratique dans la diplomatie et mettre en place la vision d'un affrontement « démocratie contre autoritarisme ».** En somme, l'administration Biden travaille à la construction d'un système ou d'une structure durable et à long terme pour « faire face au défi chinois ». Biden considère surtout la technologie comme le domaine le plus important de la concurrence stratégique, ce qui l'a amené à se concentrer sur la concurrence technologique avec Pékin. Cela s'illustre par la décision de rapatrier la production de semi-conducteurs sur le sol américain ou avec *Inflation Reduction Act*, une loi protectionniste qui subventionne les industries souhaitant se relocaliser sur le sol américain.

Dans son approche économique, **l'ambition de l'administration Biden a été de promouvoir des politiques de « délocalisation amicale » afin de « réduire les menaces économiques » de la Chine**¹¹. Il est important de souligner que la position de Joe Biden à l'égard de la Chine est également agressive et surtout sur la question sensible de Taiwan. Le président américain a déclaré à plusieurs reprises qu'il demanderait aux troupes américaines de défendre l'île en cas de conflit avec la Chine¹².

En résumé, Biden a tenu ses promesses concernant sa politique envers la Chine. **Il est resté sur la même ligne que son prédécesseur** en reconnaissant la menace que représente l'Empire du Milieu, **mais en changeant les méthodes utilisées pour y faire face.**

Une volonté de se désengager au Moyen-Orient, mais rattrapée par le cours de l'Histoire : Sur le désengagement américain du Moyen-Orient, **le bilan de Biden est mitigé, car il a été rattrapé par les événements**, notamment **la prise de pouvoir des Talibans en août 2021** (1) et **les crimes terroristes du Hamas en septembre 2023** (2).

Sur l'Afghanistan, l'intention de Joe Biden était au rendez-vous, comme l'illustre le retrait total des troupes américaines d'Afghanistan en août 2021, mais le processus de fin de guerre a été chaotique et a été marqué par un attentat terroriste meurtrier à l'extérieur de l'aéroport de Kaboul, qui a tué 13 soldats américains. Puis, on se souvient tous des images des réfugiés qui s'accrochaient aux avions de l'US Air Force alors qu'ils décollaient. **L'administration Biden n'avait pas anticipé la chute en quelques jours du régime démocratiquement élu face aux Talibans**, qui ont facilement repris le pouvoir. **Ce retrait chaotique et le retour des talibans au pouvoir ont valu une critique interne forte à Joe Biden, surtout de la part des**

¹¹ Tang, D., & Moritsugu, K. (2024, January 30th). [Election 2024: China sees two « bowls of poison » in Biden and Trump](#) | AP News. AP News.

¹² Gallo, W. (2024, March 8th). [Biden Targets China During State of Union Speech. Voice Of America.](#)

Républicains. En effet, la prise de pouvoir des Talibans acte une défaite politique pour les Américains. Ceux-ci ont passé 20 ans de guerre pour se retrouver avec un régime qu'ils ont fait tomber en 2001 malgré le prix du sang et des fortes dépenses. En effet, les États-Unis d'Amérique ont dépensé environ 2 261 milliards de dollars en Afghanistan depuis 2001. Cette somme comprend les dépenses militaires directes, les coûts liés à la reconstruction, le soutien économique, ainsi que les dépenses en soins pour les vétérans et les intérêts sur les emprunts contractés pour financer la guerre¹³.

Puis, **avec l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 et la contre-offensive israélienne à Gaza, les Américains se sont vus, malgré eux, diplomatiquement rattrapés par les événements du Moyen-Orient.** Bien que Washington n'intervienne pas militairement dans ce conflit, ils y sont très présents à travers leur soutien inconditionnel à l'État d'Israël. Ce soutien est matérialisé par une aide de 3,3 milliards de dollars par an de financement militaire et 500 millions de dollars supplémentaires pour le financement de la défense antimissile, des relations économiques et commerciales avec un commerce bilatéral annuel de près de 50 milliards de dollars en biens et services. À la suite de la contre-offensive, **l'administration Biden a été critiquée pour son manque de réactivité et ses liens jugés trop étroits avec l'État hébreu qui coupable selon certains de crimes de guerre commis à l'encontre de la population civile à Gaza.** En réponse, Joe Biden a tenté tant bien que mal de calmer la situation en raisonnant avec le gouvernement de Benjamin Netanyahu et en envoyant une aide humanitaire dans la bande de Gaza. Face à la radicalisation de la réponse israélienne à Rafah, **les États-Unis voient désormais leurs relations se dégrader avec les pays de l'arc sunnite** (Arabie Saoudite, Egypte, Maroc, etc.) dont les responsables politiques sont obligés de composer avec une opinion publique très hostile à l'encontre d'Israël.

En conséquence, **la promesse de Joe Biden de désengagement du Moyen-Orient n'a pas été tenue dans la mesure où Washington est**

¹³ Costs of War Project. "The Cost of the War in Afghanistan: 2001-2021." Watson Institute for International and Public Affairs, Brown University, April 2021

diplomatiquement très mobilisé dans la région à la suite de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza¹⁴. Toutefois, il est important de souligner que lors de la campagne de 2020 Biden avait promis de maintenir le soutien américain à la sécurité d'Israël, nous pouvons constater que c'est une promesse tenue mais pas sans conséquence pour l'image de l'administration Biden qui a créé la polémique, jusque dans son propre parti, en n'étant pas assez ferme à l'encontre d'Israël pour certains. Puis, il avait également promis de soutenir la solution à deux états mais nous en sommes, pour le moment, loin dans la pratique.

Un leadership sur le camp occidental, pas au niveau mondial :

Lors du mandat de Joe Biden, l'Amérique est revenue en force comme le leader du monde libre avec une politique internationale active. En effet, Biden a tenu ses promesses de réengagement de Washington dans les affaires multilatérales.

Sous son administration, l'Amérique a relancé la coopération au sein de l'OTAN, notamment avec l'arrivée de nouveaux membres, la Suède et la Finlande. Puis, les États-Unis d'Amérique ont officiellement accepté, le 10 juillet 2023, l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies, redevenant ainsi État membre de l'UNESCO. Le 20 janvier 2021, tout au début de son mandat, Joe Biden a de manière symbolique signé le décret portant sur le retour des États-Unis d'Amérique dans l'accord de Paris sur le climat. Joe Biden réintègre également son pays au sein de l'Organisation mondiale de la santé, après que Donald Trump l'avait quitté en avril 2020. **Ainsi, entre 2021 et 2024, les États-Unis d'Amérique sont redevenus un acteur clé en réintégrant les organisations multinationales. Nous pouvons donc affirmer qu'il a réussi à remettre la diplomatie au centre de la politique étrangère américaine.** Le président Biden a également signé un décret annulant l'interdiction aux personnes transgenres de servir dans l'armée et

¹⁴ [U.S. Relations with Israel - United States Department of State. \(2023, October 24th\)](#). United States Department Of State.

a publié un mémorandum contre la criminalisation de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle. Ainsi, il a également réussi à faire de la défense du droit LGBTQ+ un pilier de la politique étrangère étasunienne. De surcroît, il a donné à l'aide au développement une place importante dans la politique étrangère américaine en augmentant de 6,8 milliards de dollars les dépenses en matière d'affaires internationales pour l'année 2022¹⁵.

Seulement, jusqu'à la guerre en Ukraine, il s'agit surtout d'une posture politique. Or, **le retour du tragique et de la guerre en Europe a accéléré le retour des Américains dans les affaires du Vieux-Continent. Une autre promesse sur le plan international était de contrecarrer les intérêts russes en Europe de l'Est et plus précisément en Ukraine.** Depuis l'invasion par la Russie en février 2022 l'administration Biden soutient Kiev de manière inconditionnelle. **Selon l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, l'administration démocrate et le Congrès américain ont accordé une aide d'environ 75 milliards de dollars à l'Ukraine, qui comprend un soutien humanitaire, financier et militaire.** Bien que les sanctions américaines aient déjà été promulguées en 2014 suite à l'invasion de la Crimée par la Russie, ces sanctions ont été multipliées depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022 avec des restrictions à l'exportation à des entreprises ou individus, le gel des avoirs de personnalités liés au Kremlin, des réserves de devises étrangères d'une valeur de 350 milliards de dollars ont été gelées, environ 70 % des actifs des banques russes ont été gelés, et certaines sont exclues du système de paiement Swift, interdit les exportations de technologies que la Russie pourrait utiliser pour fabriquer des armes, interdit les importations d'or et de diamants en provenance de Russie, interdit les vols en provenance de Russie, sanctionné les oligarques, les États-Unis d'Amérique ont aussi interdit l'importation de pétrole et le gaz naturel russes. Au total Moscou est visée par plus de 16 500 sanctions¹⁶. **Ainsi, Joe Biden a tenu sa promesse de tenir la Russie pour responsable des**

¹⁵ Foreign Policy for America. [BIDEN COMMITMENT TRACKER](#).

¹⁶ BBC News Afrique. (2024, 27 février). [Guerre en Ukraine : quelles sont les sanctions imposées à la Russie et ont-elles affecté son économie ?](#) BBC News Afrique.

violations des normes internationales et de son invasion de l'Ukraine ainsi que de faire de l'Ukraine une priorité de la politique étrangère des États-Unis d'Amérique.

Après des mois de bataille politique, un vote bipartisan (démocrate et républicain) a finalement permis l'octroi d'une aide financière à l'Ukraine, Israël et Taïwan. **Il s'agit d'une enveloppe d'un total de 95 milliards de dollars pour aider à renforcer la sécurité des trois pays.** Nous assistons très certainement à la dernière grande action en politique étrangère du mandat de Joe Biden, alors qu'il ne sera pas en mesure de créer la surprise avec une loi forte. En d'autres termes, c'est un petit peu sa dernière chance pour sauver la face de sa politique internationale avant les élections.

Une diplomatie des valeurs plutôt que du rapport de force qui n'a pas été autant différente fondamentalement que l'approche trumpienne :

Joe Biden voulait mettre en place une politique migratoire humaniste et en finir avec la politique pratiquée par l'administration Trump, jugée inhumaine par les Démocrates. Il a notamment déclaré que le mur à la frontière mexicaine était inefficace et qu'il ne poursuivrait pas l'approche de son prédécesseur en matière d'immigration. Force est de constater que la construction du mur continue sous le mandat de Biden. En octobre 2023, **l'administration Biden a déclaré qu'elle construirait jusqu'à 20 miles de barrières frontalières autorisées sous l'administration Trump dans la vallée du Rio Grande au Texas.** Toutefois, cette décision n'était pas voulue par Biden mais lui a été imposée par le Congrès. L'administration Biden était tenue de construire cette section du nouveau mur parce que le Congrès avait déjà alloué les fonds nécessaires à cette fin en 2019 et ceux-ci devaient par conséquent être utilisés¹⁷. Biden a échoué sur sa promesse d'empêcher la construction de murs afin d'améliorer l'image des États-Unis. Néanmoins, il a réussi à annuler l'interdiction de séjour des musulmans sur le territoire

¹⁷ Rose, J. (2023, October 6th). [Biden said he'd stop building the border wall but is now going ahead on one piece](#). NPR.

américain, le « Muslim Ban » de Donald Trump. L'ambition du démocrate était aussi de rétablir une position morale des Etats-Unis d'Amérique dans le monde et leur rôle historique de refuge pour les demandeurs d'asile, ainsi que pour ceux qui fuient la violence et la persécution. **A la stupeur des Démocrates et les défenseurs de l'immigration, Joe Biden n'a pas assoupli de manière significative son approche de l'immigration**, bien qu'il ait annulé certaines des politiques d'immigration les plus strictes de l'ancien président Donald Trump.

L'approche de son administration est devenue bien plus restrictive en termes d'immigration après l'arrivée d'un nombre record de migrants à la frontière en janvier 2024 et Biden a encouragé le Congrès à négocier une législation plus complète pour réformer le système d'immigration, mais cette proposition de loi est bloquée par les républicains au Sénat¹⁸. Dans cette loi, il était prévu de fortement limiter les passages à la frontière lorsque le nombre de migrants par jour atteint 4 000 sur une période d'une semaine. Mettre en place une politique exigeant que le gouvernement fédéral traite au moins 1 400 demandes d'asile aux points d'entrée lorsque l'autorité d'urgence est déclenchée. Durcir l'examen initial de demande d'asile afin de limiter les demandes. Accélérer le délai de traitement des demandes d'asile à six mois maximums. Créer une procédure dans laquelle les services de citoyenneté et d'immigration statueraient ensemble sur une demande d'asile sans passer par le système judiciaire de l'immigration, qui est lent dans le traitement des dossiers¹⁹. Au sujet de l'immigration, Biden a en parti rempli ses promesses en annulant les mesures jugées inhumaines de son prédécesseur mais il n'a pas pu aller aussi loin qu'il le souhaitait puisque la réalité la rattrapé, étant celle d'une pression migratoire historique à la frontière avec le Mexique.

¹⁸ Pew Research Center. (2022, January 11th). [Key facts about U.S. immigration policies and Biden's proposed changes](#) | Pew Research Center.

¹⁹ CNN. (2024, February 8th). [Senate GOP blocks bipartisan border deal and foreign aid package in key vote](#). CNN.

Sur le climat, Washington devait renouer avec les objectifs de transition écologique avec l'idée de mettre l'Amérique sur la voie de zéro émission d'ici 2050. Joe Biden a signé un décret ordonnant au gouvernement fédéral d'atteindre un niveau d'émissions nettes nulles d'ici 2050.

Seulement, les méthodes employées pour y parvenir n'ont pas été nécessairement celles annoncées.

Si initialement, **la stratégie de Biden était proche de celle de Bernie Sanders, ce dernier a opéré des revirements pour adopter une politique de « protectionnisme vert », une sorte d'America First vert.** En effet, au-delà des propositions économiques et politiques davantage volontaristes du plan Sanders, ce dernier comportait une série de propositions en matière de justice sociale. Ces propositions se retrouvent moins dans le plan Biden en raison de leurs coûts. En effet, les seules propositions économiques de mutation de la production et consommation américaine reposent sur un financement public conséquent dans une économie marquée par l'envolée de la dette publique et l'accroissement de l'endettement public. D'autant plus que Joe Biden a en parallèle signé en mars 2021, un plan de relance historique de près de 1 900 milliards de dollars. **Il devenait donc impossible pour Joe Biden d'assumer financer les mesures à l'origine prévues dans le Green New Plan de Sanders, qui s'était engagé à des mesures sociales aux coûts colossaux :**

- Geler pendant une décennie le prix de l'électricité aux tarifs actuels, de sorte que le consommateur ne supporterait pas le coût de la transition énergétique ;
- Investir 16 000 milliards de dollars dans les infrastructures publiques et le financement de 20 millions d'emplois créés dans les EnR, en incluant les communautés minoritaires.
- Garantir cinq années de salaires, une aide au logement, une formation professionnelle, des soins de santé et une aide à la retraite aux travailleurs des secteurs non bénéficiaires du Green New Plan, notamment ceux des industries des combustibles fossiles.

- Créer un Fonds de résilience de 40 milliards de dollars dédié aux minorités et aux populations susceptibles de subir une catastrophe naturelle.

En outre, il a promulgué un plan d'infrastructure de 1 200 milliards de dollars pour augmenter le nombre de véhicules électriques sur les routes et de mettre en place un réseau d'énergie plus propre. **Biden a également signé le fameux *Inflation Reduction Act* promulgué le 16 août 2022.** Plus précisément, cette loi prévoit des investissements dans le domaine des énergies propres et de l'action en faveur du climat. Ceci afin de transformer les États-Unis d'Amérique et leur permettre d'atteindre leurs objectifs climatiques et de renforcer la sécurité énergétique, en créant des emplois, en réduisant les coûts de l'énergie et des soins de santé pour les familles, et en rendant le code fiscal plus équitable²⁰. De plus, **Biden a fixé l'objectif de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre du pays d'ici à 2030 et de développer une énergie éolienne propre et renouvelable d'ici à 2025**²¹. L'administration Biden souhaite éliminer les combustibles fossiles de la production d'énergie aux États-Unis d'ici 2035. La Maison Blanche s'est fixée pour objectif de produire 80 % d'énergie renouvelable d'ici 2030 et 100 % d'électricité sans carbone cinq ans plus tard. Toutefois, le bilan sur la transition énergétique n'est pas homogène. Il avait promis d'interdire l'octroi de nouveaux permis d'exploitation pétrolière et gazière sur les terres et les eaux publiques mais a tout de même approuvé le projet Willow, un des plus grands projets pétroliers sur des terres publiques en Alaska. **Bien que le gouvernement ait pris un certain nombre de mesures pour parvenir à des émissions nettes nulles d'ici à 2050, il n'est pas encore certain que les États-Unis d'Amérique atteignent réellement cet objectif.** Le pays reste, avec la Chine, le plus gros pollueur de la planète. Selon l'OCDE, les États-Unis d'Amérique ont progressé dans la réduction de pollution sur

²⁰ House, W. (2023, August 16th). FACT SHEET : [One Year In, President Biden's Inflation Reduction Act is Driving Historic Climate Action and Investing in America to Create Good Paying Jobs and Reduce Costs](#). The White House.

²¹ [Biden Promise Tracker](#) | PolitiFact.

l'environnement tout en conservant l'un des produits intérieurs bruts par habitant les plus élevés au monde. Mais, les niveaux de consommation élevés, le mode de vie à l'américaine, les pratiques agricoles intensives, le changement climatique et l'étalement urbain continuent d'exercer une pression sur l'environnement naturel. **Néanmoins, il faut accorder à Joe Biden le fait qu'il a tenté tant bien que mal de mener l'Amérique sur le chemin de l'exemplarité dans le domaine du développement durable et de l'éco-responsabilité.**

En conclusion, **le bilan de Biden en termes de politique internationale est mitigé entre promesses tenues et non tenues.** L'Amérique est bien de retour comme *leader* du monde libre avec une place active dans les organisations internationales et les alliances multilatérales. **Seulement, l'Amérique n'a plus le leadership mondial, mais plutôt un leadership occidental, ce qui bouleverse l'équilibre des relations internationales.** Sous le mandat de Joe Biden, nous avons assisté à la montée des BRICS et à au renforcement du Sud Global (alliance de pays du Sud ayant des intérêts divergents, mais unis dans leur volonté de renverser l'ordre établi). Ces pays n'hésitent plus à remettre en question domination des Etats-Unis d'Amérique au Moyen-Orient ou même en Amérique du Sud, qui devient un terrain de chasse pour les BRICS comme la Chine ou encore l'Iran, remettant en question la doctrine Monroe.

Sous le mandat de Biden nous avons également assisté à la dédollarisation des échanges commerciaux et une prolifération des conflits mondiaux avec une participation passive de Washington. En effet, la résistance Ukrainienne est possible uniquement grâce au soutien financier et militaire américain. Idem pour l'offensive israélienne dans Gaza qui aurait été difficilement réalisable sans le soutien du puissant allié d'outre-Atlantique. **Ce qui est un contraste en comparaison du mandat de Donald Trump, lors duquel l'Amérique ne s'était engagée dans aucun nouveau conflit.**

THE BATTLE FOR THE SOUL OF THE NATION: L'AMBITION D'UNE POLITIQUE D'APAISEMENT ET D'UNIFICATION

LES PROMESSES DE 2020

Nous l'avons déjà mentionné dans la première partie, mais lors de la campagne électorale, Joe Biden s'est efforcé d'unifier le pays en une période de division, promettant d'être un président pour tout le monde, et pas seulement pour les États bleus ou rouges. En effet, à la suite du mandat de Donald Trump l'Amérique étaient plus divisés que jamais et surtout en termes de politique intérieure.

Réunir le pays face à la pandémie de Covid-19 :

Lors de l'élection de Joe Biden, il convient de rappeler que les Etats-Unis avaient été douloureusement touchés par la crise sanitaire qui avait affaibli le capital politique de Donald Trump. En novembre 2020, **les États-Unis d'Amérique ont enregistré environ 256 000 décès cumulés liés au COVID-19 depuis le début de la pandémie, dont 37 000 pour le seul mois de novembre 2020²²**. De mars 2020 à novembre 2020, la politique américaine de gestion de la crise sanitaire causée par la pandémie de COVID-19, sous l'administration de Donald Trump, a été marquée par plusieurs phases et actions clés.

En mars 2020, **le président Trump a déclaré l'état d'urgence nationale le 13 mars, libérant des milliards de dollars pour aider à combattre le virus**. Des restrictions de voyage ont été mises en place, notamment des interdictions d'entrée pour les voyageurs en provenance de Chine, de

²² The COVID Tracking Project. "The COVID Tracking Project Data." November 2020.

l'Europe et d'autres régions fortement touchées. Le CDC (Centers for Disease Control and Prevention) a recommandé des mesures de distanciation sociale, l'annulation de grands rassemblements et la fermeture des écoles et des entreprises non essentielles.

En avril 2020, **le Congrès a adopté la loi CARES (Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act), qui a fourni 2 200 milliards de dollars en soutien économique**, y compris des paiements directs aux Américains, une aide aux petites entreprises et des fonds pour les hôpitaux. Des efforts ont été faits pour augmenter la capacité de test, bien que des pénuries de tests et de matériel de protection individuelle (PPE) aient persisté.

De mai à juillet 2020, **les États ont commencé à rouvrir progressivement leurs économies en suivant les "Guidelines for Opening Up America Again" publiées par la Maison Blanche**, malgré les variations dans les taux d'infection à travers le pays. Les recommandations sur le port du masque ont évolué, mais il y a eu des messages contradictoires de la part des autorités fédérales et locales, ainsi que du président Trump, qui a parfois minimisé l'importance des masques.

D'août à novembre 2020, **le programme "Operation Warp Speed" a été lancé pour accélérer le développement, la fabrication et la distribution de vaccins contre le COVID-19, avec des investissements massifs dans plusieurs candidats vaccins**. Des discussions ont eu lieu au Congrès pour prolonger les mesures de soutien économique, mais les négociations ont souvent été marquées par des désaccords politiques où les Démocrates reprochaient à Donald Trump la lenteur de l'Amérique pour trouver un vaccin. De même, la gestion de la crise sanitaire a souffert également de la politisation entre les autorités fédérales et locales, entre les experts en santé publique et les responsables politiques. **La période de mars à novembre 2020 a été marquée par une réponse initiale rapide mais souvent désorganisée à la crise sanitaire, des conflits politiques internes, et des efforts significatifs pour développer un vaccin**. L'administration Trump a fait face à des critiques pour sa gestion de la pandémie, en particulier en ce

qui concerne les tests, les équipements de protection, et les messages publics contradictoires.

Sur la santé, **Joe Biden a fait plusieurs promesses, notamment celle d'étendre l'Obamacare et de diminuer le coût des médicaments sur ordonnance**²³. Ainsi, Joe Biden voulait la création d'un programme similaire à Medicare qui serait une « option publique ». C'est à dire un programme d'assurance maladie administré par le gouvernement fédéral, tout comme Medicare, mais accessible aux personnes de tout âge, qui pourrait concurrencer les régimes d'assurance privés sur le marché. **Au sujet de la couverture médicale, Biden a réussi à la renforcer durant son mandat. Pas plus tard qu'en 2024, il a annoncé des nouvelles mesures visant à réduire les coûts des soins de santé.** Notamment, en favorisant la concurrence afin de lutter contre la domination des grandes entreprises pharmaceutiques sur le marché de la santé²⁴. Les jeunes, vont être un des électorats clé que Biden devra séduire pour être réélu en 2024²⁵.

Apaiser la violence de la société américaine :

Sur le sujet des armes à feu, en 2020, Joe Biden, voulait restreindre et freiner leur circulation en interdisant les armes d'assaut par exemple. Ces armes à feu de type militaire conçues pour tirer rapidement, constituent selon les démocrates une menace pour la sécurité nationale des États-Unis d'Amérique. En 1994, en tant que sénateur, Joe Biden et la sénatrice démocrate de Californie Dianne Feinstein ont fait promulguer une loi interdisant les armes d'assaut et les chargeurs de grande capacité pendant

²³ Schilke, R., & Schilke, R. (2023, December 21st). What did Biden promise to do as president in 2020 ? - Washington Examiner. Washington Examiner - Political News And Conservative [Analysis About Congress, The President, And The Federal Government](#).

²⁴ Luhby, T. (2023, December 7th). [Biden administration takes more steps aimed at lowering health care costs](#). CNN.

²⁵ Simmons-Duffin, S. (2020, November 9th). [What Biden's election means for U.S. health care and public health](#). NPR.

dix ans, jusqu'en 2004. Joe Biden a aussi affirmé être en faveur du contrôle universel des antécédents lors de l'achat d'armes²⁶.

Inclure les jeunes et les minorités dans l'Amérique du XXIème siècle :

Il a également promis aux étudiants qu'il mettrait en place une politique visant à la réduction des prêts étudiants accordés par les établissements publics d'enseignement supérieur et les universités. Biden affirmait en 2020 : « La dette étudiante empêche les gens de s'en sortir, ils ont de réels problèmes. Ils doivent choisir entre le remboursement de leur prêt étudiant et le paiement du loyer. » **Ainsi, le démocrate s'était engagé à annuler au moins 10 000 dollars de dettes d'études par personne**²⁷.

Sur le droit des minorités il a fait le serment de nommer la première femme noire à la Cour suprême des États-Unis d'Amérique, d'orienter les ressources fédérales vers la prévention de la violence à l'encontre des femmes transgenres et d'inverser l'interdiction des transgenres dans l'armée. En 2020 c'est surtout l'électorat noir qui a grandement contribué à la victoire de Joe Biden. Les propositions de Joe Biden visaient à orienter l'argent fédéral et les crédits d'impôt vers les petites entreprises et les programmes de développement économique destinés aux entreprises détenues par des minorités et aux quartiers défavorisés. Puis, symboliquement en 2020, Joe Biden a choisi une colistière qui allait devenir la première vice-présidente de couleur de l'histoire, qui a porté les sujets du droit à l'avortement et du droit des femmes²⁸. De la même manière, il a soutenu à la suite de son retrait, Kamala Harris pour l'investiture démocrate pour la prochaine élection présidentielle.

²⁶ Sullivan, K. (2019, August 12th). [Biden says if elected in 2020 he will push to ban assault weapons](#). CNN.

²⁷ Turner, C. (2021, December 7th). [Biden pledged to forgive \\$ 10,000 in student loan debt. Here's what he's done so far](#). NPR.

²⁸ Weissert, W., & Barrow, B. (2020, July 29th). [Biden vows to fight racial inequality with economic agenda](#) | AP News. AP News.

UN BILAN COMPORTANT DES POINTS POSITIFS MAIS LOIN D'APaiser ET D'UNIR LES AMERICAINS

Un bilan économique plutôt positif mais qui ne séduit pas les Américains :

Le bilan économique de Joe Biden est plutôt bon selon les statistiques macroéconomiques mais nous allons voir que c'est plus compliqué que cela dans la pratique. Sur l'économie Joe Biden a fait la promesse d'une politique de demande en soutenant le pouvoir d'achat des Américains (hausse des salaires, hausse des prestations sociales) et d'une politique d'offre en créant des emplois dans l'industrie, par de l'investissement public massif dans l'infrastructure et les nouvelles technologies :

« Nous allons investir dans les infrastructures, les énergies propres, l'industrie manufacturière et bien d'autres choses encore. Nous allons créer des millions d'emplois américains bien rémunérés et remettre le marché du travail sur la voie du plein emploi²⁹. »

Premièrement, il a réussi à sortir l'Amérique de la pandémie de la Covid-19 à travers un plan de relance fédéral sans précédent et historique. C'est le *American Rescue Plan Act*, un plan de relance d'un montant de 1 900 milliards de dollars, promulgué en mars 2021. **Selon de nombreux observateurs, il s'agit de la plus grande initiative entreprise par le gouvernement fédéral depuis des décennies³⁰.** Néanmoins, ce plan de relance économique a été mis à mal par une forte inflation qui a surtout touché les ménages les plus modestes. Puisque l'inflation renchérit les dépenses quotidiennes telles que l'essence, les produits de première nécessité et les services publics. Comme l'illustre le graphique ci-dessous,

²⁹ Schilke, R., & Schilke, R. (2023, December 21st). [What did Biden promise to do as president in 2020 ?](#) - Washington Examiner. Washington Examiner - Political News And Conservative Analysis About Congress, The President, And The Federal Government.

³⁰ D'Souza, D. (2023, September 17th). [Joe Biden's Economic Plan Explained](#). Investopedia.

l'inflation était très élevée durant les deux premières années de la présidence de Biden :



Deuxièmement, les performances macroéconomiques sous le mandat de Biden sont plutôt bonnes. Biden a ramené le taux de chômage à 3,4 %, son niveau le plus bas depuis 50 ans. A titre indicatif il était de 6,4% en janvier 2021. Le taux d'inflation a donc baissé mais il reste tout de même élevé et cela ne joue pas en la faveur de Joe Biden. Nous rappelons que le taux d'inflation était seulement de 1,2 % en 2020, l'année de son investiture³¹. En outre, l'économie américaine a créé beaucoup plus d'emplois que prévu, par exemple, dans le secteur non agricole, les employeurs ont créé 517 000 nouveaux emplois. Le démocrate a également réussi à relancer la réindustrialisation du pays dans le domaine des nouvelles technologies à travers une politique économique protectionniste avec le *Chips and Science Act* d'août 2022. Cette loi a grandement aidé l'industrie nationale à relancer la production de semi-conducteurs grâce à un financement fédéral de plus de 50 milliards de dollars afin de promouvoir le made in USA et sortir de la dépendance extérieure. L'objectif étant

³¹ Srinivasan, H. (2024, 2 mai). [U.S. Inflation Rate by Year : 1929 to 2024](#). Investopedia.

l'investissement dans les technologies futures, comme les voitures électriques, qui doivent selon la Maison Blanche à nouveau être fabriquées aux États-Unis d'Amérique. Autre investissement public est le *Inflation Reduction Act*, qui prévoit à coup de subventions, crédits d'impôt et de prêts, d'efficacité lutter contre la crise climatique. L'ambition est de développer les énergies renouvelables. Par exemple, les Américains qui achètent des véhicules électriques bénéficient d'une réduction d'impôt de 4 000 dollars si la voiture est d'occasion, et de 7 500 dollars si elle est neuve.

Sur la dette étudiante l'administration démocrate ont annoncé effacer 1,2 milliard de dollars de dettes d'études pour 153 000 emprunteurs. Il s'agit des emprunteurs bénéficiant du plan de remboursement basé sur un prêt spécifique et ayant contracté des prêts d'un montant maximum de 12 000 dollars il y a au moins 10 ans³². En avril 2024, Joe Biden a proposé un nouveau programme fédéral de remboursement des dettes pour plus de 30 millions d'étudiants. Dans le cadre de ce programme le remboursement se fait également sous certaines conditions, il faut avoir soit avoir commencé son remboursement il y a plus de 20 ans, soit rencontrer des difficultés de rembourser sa dette ou être socio-économiquement défavorisé³³. Cette annonce ressemble à un cadeau à l'aile gauche du parti, qui se sentait trahie par Biden au sujet des prêts étudiants, en n'en faisant pas suffisamment. Malgré ces programmes fédéraux, nous sommes loin de la promesse d'annulation universelle du minimum de 10 000 dollars par personne pour ceux ayant des revenus annuels de moins de 125 000 dollars.

Malgré des résultats macro-économiques plutôt encourageants, la popularité de Joe Biden a globalement décliné. Il est jugé dans toutes les enquêtes d'opinion comme moins performant que Donald Trump sur la politique économique. Plusieurs sondages récents indiquent que de nombreux Américains sont mécontents de la gestion de l'économie par le

³² McNair, K. (2024, February 21st). [« Your loans will be forgiven » : Over 150,000 student loan borrowers may soon get an important email.](#) CNBC.

³³ Colomer, N. (2024, 30 avril). [Biden's new student loan forgiveness plan would cost an extra \\$ 84 billion : report.](#) Fox Business.

président Joe Biden. Par exemple, un sondage du New York Times/Siena College réalisé début 2024 a révélé que près des trois quarts des répondants ont évalué l'économie actuelle comme mauvaise ou seulement passable, avec seulement 26% la jugeant bonne ou excellente. Un autre sondage de CBS News/YouGov pour la même période a montré que 57% des répondants estimaient que l'économie était en mauvais état (POLITICO).

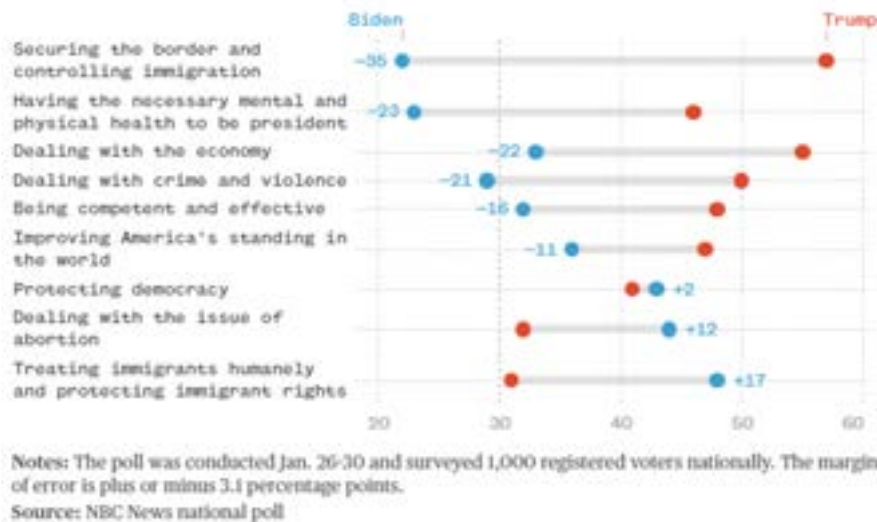
De plus, **un rapport de l'Institution Brookings a souligné que seulement 15% des Américains estimaient être financièrement mieux lotis qu'il y a un an**, avec un mécontentement significatif parmi des groupes démographiques clés comme les Afro-Américains (22%), les Hispaniques (13%) et les jeunes adultes (18%) (Brookings), pourtant des cibles électorales pour les Démocrates. De manière similaire, un sondage de l'Université Monmouth a révélé que les cotes d'approbation économique de Biden étaient faibles, la majorité des répondants exprimant leur désapprobation quant à sa performance économique (Monmouth University).

Ces résultats suggèrent une perception persistante parmi les électeurs selon laquelle l'économie peine. **Des sondages récents indiquent que de nombreux Américains font davantage confiance à Donald Trump qu'à Joe Biden en matière économique.** Par exemple, un sondage Bloomberg/Morning Consult d'avril 2024 a révélé que 51% des répondants estimaient être financièrement mieux lotis sous Trump contre 32% sous Biden (Press Herald). De même, un sondage ABC News/Ipsos a montré qu'une proportion plus élevée d'Américains fait confiance à Trump plutôt qu'à Biden pour gérer l'économie et l'inflation (Press Herald). De plus, un sondage Suffolk University/USA Today a montré que les Américains préfèrent la gestion économique de Trump par une marge de 11 points par rapport à celle de Biden (Press Herald).

En résumé, bien que Joe Biden ait tenu un grand nombre de ses promesses, **la perception des Américains au sujet de son bilan économique est mitigée voire négative.** Il a essayé de renverser la tendance en créant le concept, sur le modèle de Ronald Reagan et son « Reaganomics », de

« Bidenomics » mais sans succès. Comme l'illustre le sondage ci-dessous, les électeurs ont une plus grande confiance en Donald Trump pour gérer les affaires économiques du pays.

On a few issues and personal characteristics, do you think that Donald Trump or Joe Biden would be better?

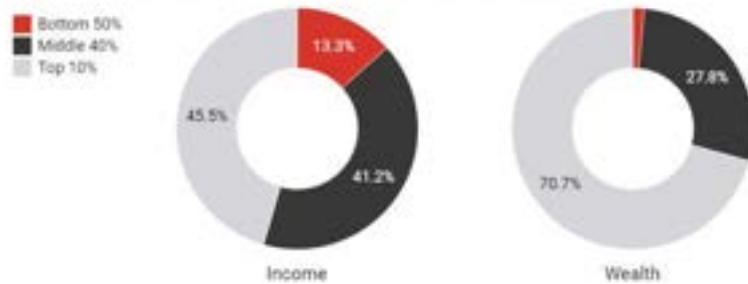


Les raisons expliquant la perception négative de Joe Biden sur les thèmes économiques sont multiples. Les Américains lui reprochent trois choses : **ne pas avoir enrayer la baisse de leur niveau de vie et leur déclassement économique** (1) ; **utiliser l'argent public pour le compte d'autres pays (Ukraine, Israël, etc.) plutôt que pour les Américains** (2) et enfin **son manque de charisme et de leadership ne rassure pas les Américains, puis le prix des produits de première nécessité restent élevés, en déconnexion des indices macro-économiques rassurants**. C'est une tendance qui n'a pas débuté sous le mandat de Joe Biden mais depuis des décennies la classe moyenne s'appauvrit et les inégalités socio-économiques sont de plus importantes. Le graphique ci-dessous illustre la mainmise d'une minorité sur l'économie américaine.

wealth is becoming concentrated in just a handful of people.

US income and wealth inequality

In the United States, the 10% earning the highest incomes take home nearly half of all income and the richest 10% of all households own more than 70% of all the wealth.



Wealth inequality is measured using the distribution of net household wealth among adults. Income inequality is measured using the distribution of pre-tax national income among adults.

Chart: The Conversation, CC BY-ND • Source: [World Inequality Database](#) - [Get the data](#) - [Download image](#)

En outre, l'Amérique reste une société inégalitaire en fonction de l'appartenance ethnique sur de nombreux sujets comme l'accès à l'éducation ou à l'emploi. Toutes ces inégalités persistent sous le mandat de Joe Biden et cela engendre une perte de crédibilité de ce dernier.

Au-delà de l'économie les Américains sont inquiets face à l'insécurité de l'ordre mondiale avec les guerres et les crises. **La perception selon laquelle le rêve américain est mort explique également le faible niveau de confiance sur la performance économique de Joe Biden. Rien n'est plus déterminant pour les chances de réélection des Démocrates avec éventuellement Kamala Harris que le sentiment des Américains à l'égard de l'économie. C'est toujours le principal sujet de préoccupation des électeurs, et c'est un sujet sur lequel la probable candidate démocrate va devoir convaincre.** En effet, elle va vraisemblablement être associée au bilan de Joe Biden pendant la campagne électorale par les Républicains.

Une Amérique qui n'a jamais été autant divisée depuis la guerre civile :

Joe Biden est arrivé à la Maison Blanche en promettant d'unifier l'Amérique. Il en avait même fait le fil conducteur de son mandat. Néanmoins, quatre ans plus tard, l'Amérique est encore plus divisée si ce n'est qu'encore plus.

La société américaine n'a jamais été aussi polarisée et c'est inquiétant pour un pays sur lequel le spectre de la guerre civile plane toujours, notamment après la tentative d'assassinat sur le Président Trump. En illustre les mots adressés au *Washington Post* par Brad Rowe, un républicain de 40 ans : *"We're on the verge of a civil war, without a doubt"*³⁴. D'après les statistiques du *Vanderbilt Unity Index*, **la polarisation politique a continué d'augmenter en 2023. Les données montrent que le nombre d'Américains qui s'identifient comme libéraux ou conservateurs a augmenté de 4 points. Il est passé de 24 pourcents à 28 pourcents en 2023.** De même que ceux qui désapprouvent fortement le président Joe Biden, ils ont augmenté

³⁴ Achenbach, J. (2024, January 23rd). [Science is revealing why American politics are so intensely polarized](#). Washington Post.

de 4 points, il son passé de 40 pourcents à 44 pourcents en 2023³⁵. Le célèbre *Washington Post* affirme également que **cette polarisation politique est historique et elle tend de plus en plus vers la haine de l'autre**. Le journal va même jusqu'à qualifier cette polarisation de tribalisme. L'article explique que plusieurs facteurs sont à l'origine de ce phénomène, dont Joe Biden a été incapable de renverser la tendance. **Premièrement, la polarisation est liée au système politique américain du *winner takes all***. En effet, ce système ne laisse de place à aucun compromis et de consensus comme dans les systèmes parlementaires par exemple. **Deuxièmement, le poids des nouvelles technologies du numérique dans les élections tend à fragmenter la politique en groupe ou en communautés**. En d'autres mots ceux qui pensent la même chose se retrouvent sur les réseaux sociaux et se montrent réticent à la contradiction politique. **Troisièmement, la polarisation affective tend à accentuer les divisions. C'est-à-dire que les républicains et les démocrates se perçoivent mutuellement comme une menace ou le mal incarné**³⁶. En somme, Joe Biden a échoué à *guérir l'âme de la nation* et rassembler les Américains autour d'un projet et d'une vision commune.

Un autre exemple qui illustre **la fracture profonde est celle du conflit entre l'Etat du Texas et le gouvernement fédéral au sujet de l'immigration dans le *Lone star state***. Le Texas a la plus longue frontière du pays avec le Mexique, le fleuve Río Grande marque la frontière sud sur une longueur de 2 020 kilomètres. L'Etat est dirigé par le gouverneur républicain Greg Abbott qui veut durcir sa politique de surveillance à la frontière pour endiguer le flot de migrants illégaux. **La dispute prend sa source dans le fait que le Texas conteste la décision de la Cour suprême selon laquelle des agents fédéraux ont le droit de retirer des barbelés installés par le**

³⁵ Villet, R. (2024, February 14th). [Latest Vanderbilt Unity Index shows the U.S. continuing its trend toward increased political polarization](#). Vanderbilt University.

³⁶ Achenbach, J. (2024, January 23rd). [Science is revealing why American politics are so intensely polarized](#). Washington Post.

gouvernement texan (état) le long du Río Grande. Les agents de l'Etat du Texas empêchent également le *border patrol*, la patrouille frontalière fédérale, d'accéder à une section de la frontière à Eagle Pass, car selon le gouvernement du Texas le contrôle de ce territoire relève de la juridiction étatique et non fédérale³⁷. Ce conflit entre l'Etat du Texas et le gouvernement fédéral montre bien la fragilité de l'union et que les Etats-Unis n'est pas un concept monolithique, gravé dans le temps. Sur fond de dispute, de polarisation politique et de fracture sociale le scénario de la guerre civile pourrait tout à fait refaire surface des abysses du temps. **Cette dispute illustre également la difficulté de Joe Biden de maintenir l'union au sein de son propre pays.**

Autre sujet polarisant sur lequel Joe Biden n'a pas tenu ces promesses et peine à trouver un consensus sur la régulation des armes à feu. Grande particularité américaine, il faut savoir qu'outre atlantique il y a plus d'armes à feu que d'habitants. **Selon les statistiques, le taux de possession d'armes à feu est le plus élevé par habitant, avec 120,48 armes à feu pour 100 personnes.** En outre, les Américains possèdent environ 393,3 millions des 857 millions d'armes à feu à usage civil dans le monde³⁸. Joe Biden avait promis en 2020 de mettre en place la législation sur le contrôle universel des antécédents lors de l'achat d'une arme à feu. Il a été dans l'incapacité de faire voter cette loi, qui est restée bloquée au Sénat³⁹. Idem pour l'interdiction de vente des armes d'assaut et des chargeurs de grande capacité qu'il n'a pas réussi à faire voter. Le démocrate a créé le tout premier bureau de la Maison Blanche pour la prévention de la violence armée, qui a pour ambition de centraliser les questions de sensibilisation à ce sujet⁴⁰. **Mais Biden peine à convaincre et à tenir ses promesses face à une**

³⁷ [Border standoff between Texas, feds intensifies](#). (2024, January 30th). PBS Newshour Classroom.

³⁸ [McBride, C. Gun Ownership by State \(2024 Statistics\)](#). Ammo.com.

³⁹ [Biden promise Tracker : \]](#) PolitiFact.

⁴⁰ Nagle, M., Landers, L., & Parks, M. (September 23rd 2023). [Biden announces White House Office of Gun Violence Prevention](#). ABC News.

réticence d'une partie de la population qui croit dur comme faire au 2nd amendment et au puissant lobby the la National Rifle Organization (NRA). Selon le *Pew Research Center*, la question des armes à feu est hautement politique, 86 % des démocrates estiment qu'il est trop facile d'obtenir une arme à feu légalement et seulement 34 % des républicains sont du même avis. Cela rend encore la tâche de la régulation des armes à feu plus difficile⁴¹.

Enfin, le dernier sujet de division aux Etats-Unis est celui de **la politique des minorités porté par Joe Biden qui dénonce, avec son parti, un racisme structurel.** En 2020, il a agressivement courtisé les progressistes de son parti, formant une alliance qui l'a aidé à se propulser à la Maison Blanche. Ce sont les fameux Alexandria Ocasio-Cortez, Bernie Sanders et Elizabeth Warren. Le parti démocrate fait davantage la distinction entre les minorités dans son discours politique. Il s'adresse aux afro-américains, aux hispaniques, à la communauté LGBTQ+ etc. En décembre 2022, Joe Biden signe la loi sur le respect du mariage. Elle devient la plus grande victoire législative dans la lutte pour l'égalité LGBTQ+ depuis plus d'une décennie, garantissant les droits fédéraux, les avantages et les obligations des mariages dans le code fédéral pour les couples de même sexe. La loi abroge également la loi sur la défense du mariage et affirme que les actes publics, les registres et les procédures doivent être reconnus par tous les États. Récemment, en février 2023, Joe Biden a réitéré son soutien à l'encontre des jeunes transgenres⁴². Dans un pays encore blanc et dans certains endroits très religieux ce discours favorisant le droit des minorités est perçu comme une menace vis-à-vis d'une Amérique traditionnelle, blanche et religieuse. Le discours de Joe Biden divise même au-delà, au vu de l'élection de novembre 2024 les progressistes de son propre camp ne sont pas satisfaits de sa performance et jugent qu'il n'a pas assez fait. **Surtout sur les**

⁴¹ Pew Research Center. (September 13th, 2023). [Key facts about Americans and guns](#) | Pew Research Center.

⁴² [President Biden's Pro-LGBTQ+ timeline](#). Human Rights Campaign.

questions de la réforme des armes à feu, de la dette étudiante, du changement climatique et de la guerre entre Israël et le Hamas.

En résumé **avec ses politiques progressistes sur des questions qui divisent comme les minorités ou les armes à feu Joe Biden n'a pas réussi de rassembler les Américains.** Puis, Joe Biden et Kamala Harris ont déçu un électorat qui s'attendait à plus de résistance face au mouvement anti-avortement qui a réussi à renverser *Roe vs Wade*. Les démocrates se sont montrés incapables à défendre ce droit, un peu malgré eux, il faut le dire, à cause de la séparation des pouvoirs. **Selon un sondage de mars 2024, Donald Trump devance Joe Biden de 2 points⁴³.** Malgré une différence minime entre les deux candidats, ce sondage vient confirmer le fait que Joe Biden peine à convaincre et à rassembler.

⁴³ Mueller, J. (2024, March 26st). [The Hill. The Hill.](#)

LET'S FINISH THE JOB : SON PROGRAMME S'IL N'AVAIT PAS RETIRE SA CANDIDATURE

Bien que les annonces de Joe Biden au sujet de son programme de 2024 aient été plus discrètes que son concurrent Donald Trump. Nous avons pu **identifier les grandes lignes qui auraient été les lignes directrices de son futur programme, s'il avait décidé de se présenter.**

PRESERVER LA DEMOCRATIE, INCARNER L'HUMANISME ET FAIRE BARRAGE A DONALD TRUMP

Un élément qui ressort est le fait que Joe Biden présente cette élection comme un referendum pour stopper Donald Trump. Comme lors de l'élection présidentielle de 2020 et les *midterms* de 2022, il avait entamé sa candidature avortée par un programme autour de l'anti-trumpisme. Cette tendance se vérifie également dans les discours de Kamala Harris, en insistant également sur son passé de procureure qui l'a amenée à faire face à de nombreux criminels.

Le président sortant se plaçait en défenseur des valeurs démocratiques de l'Amérique et comme garant des institutions face à un candidat républicain décrit comme fasciste et tendant vers l'autoritarisme. Biden, Harris et les Démocrates en général, rappellent sans cesse l'insurrection du 6 janvier 2021 pour illustrer l'extrémisme du camp MAGA. Joe Biden ambitionnait d'incarner une certaine idée de l'Amérique, celle d'un pays qui défend le multilatéralisme, respecte ses alliés, défend les libertés individuelles, la démocratie et la liberté dans le monde. Surtout il faisait dans ses discours de la défense du droit à l'avortement un pilier. Biden a profité de son premier rassemblement de campagne en Virginie du nord pour promouvoir le droit à l'avortement et démontrer que les démocrates

considèrent ce sujet comme un des plus importants⁴⁴. Les tensions entre pro et anti-avortement en Arizona en avril 2024 nous illustre que ce combat est toujours d'actualité. La cour suprême de l'état d'Arizona a réinstauré une loi de 1864 interdisant toute avortement sauf lorsque la vie de la mère est menacée.

Ce retour du thème de l'avortement montre qu'un des thèmes favoris des démocrates pourrait finalement jouer dans la campagne.

Cette résurgence a permis à Kamala Harris d'exister de nouveau, en allant par exemple elle-même en Arizona pour faire un retour politique inespéré. Pourtant, ce thème, bien que revitalisé, reste en retrait face aux autres thèmes importants aux yeux des électeurs, notamment comme l'économie ou la sécurité. Moins d'un tiers des Américains voient ce thème comme central (principalement des femmes) ce qui ne peut que décevoir les stratèges démocrates. Autre mauvaise nouvelle, Donald Trump ne clive plus sur cette question. Alors qu'il avait déclaré qu'il était à l'origine de la fin de *Roe v. Wade*, les Américains réalisent que ce n'est pas le cas (c'est la Cour Suprême, bien plus conservatrice que Trump, qui en est à l'origine donc au mieux on peut dire que Donald Trump a joué un rôle indirect, en nommant les derniers juges conservateurs dont Kavanaugh). De plus, Trump a déclaré qu'il était contre une interdiction de l'avortement au niveau fédéral, voulant laisser ce choix aux états. Ainsi, il s'est éloigné stratégiquement de cette question, de manière assez habile, empêchant les démocrates d'en faire un thème important. À l'image de la défense de la démocratie, ce fut une mauvaise idée de croire en ce thème et d'en faire quelque chose de structurant. Désormais en pole position pour devenir la candidate démocrate, Harris va se saisir de ce thème et le défendre ardemment.

En somme, Joe Biden avait pour ambition de préserver un *statu quo*, incarner la démocratie, continuer d'incarner l'humanisme avec une politique favorable aux minorités et faire barrage à Donald Trump. Le

⁴⁴ Lucey. C. (2024, January 23rd). [Biden Uses First 2024 Campaign Rally to Promote Abortion Rights](#). The Wall Street Journal.

slogan de sa campagne de 2024 était “*Let’s finish the job*” ou *finissons le travail*, ce qui montre que Biden se plaçait dans la continuité de 2020 et des espoirs portés en lui contre Trump. Adoubée par Biden, Kamala Harris n'a pas décidé de renier ces thèmes et se place dans la continuation de l'ancien candidat et de ses combats.

RELANCER L'ECONOMIE AMERICAINE ET UNIFIER LE PAYS

Lorsqu’il visait un second mandat, Joe Biden avait pour ambition de rester sur la politique menée lors du premier, ce qui peut paraître surprenant au regard des enquêtes d’opinion et de la perception qu’ont les Américains sur son bilan économique. C’est-à-dire, de continuer à renforcer l’économie américaine post-covid à travers des mesures protectionnistes, à l’instar de l’*Inflation Reduction Act*, de redistribution et de réduction du déficit. **Tout cela dans l’objectif de réindustrialiser le pays et de soutenir les classes moyennes qui ont vu leur niveau de vie baisser cette dernière décennie.**

Les démocrates sont conscients que les questions économiques seront déterminantes pour remporter la prochaine élection présidentielle. **Pour gagner face à Donald Trump, les Démocrates ont besoin du vote des électeurs indépendants et républicains modérés blancs, ruraux et des banlieues. Sans oublier bien évidemment l’électorat latino** pour lequel les questions économiques sont de importants puisqu’ils sont souvent propriétaires de très petites entreprises. Lors du fameux *State of the Union speech* de mars 2024, des précisions sur ses propositions économiques avaient été faites. **Le président a mentionné son souhait d’augmenter les impôts sur les très riches et les grandes entreprises**, dans l’objectif d’utiliser ces fonds pour soutenir les familles de la classe ouvrière et réduire le déficit budgétaire des Etats-Unis d’Amérique, qui s’élève à 510 milliards de dollars. En outre, Joe Biden et son équipe proposaient de porter l’impôt sur les sociétés à 28 % (Donald Trump l’avait baissé en 2017 de 35 à 21%). Autre mesure proposée est celle d’imposer une taxe de 25% sur les ménages

disposant d'une fortune d'au moins 100 millions de dollars⁴⁵. Autre proposition visant à réduire le déficit, celle de permettre à Medicare de négocier les prix de 500 médicaments sur ordonnance, ce qui permettrait d'économiser 200 milliards de dollars sur 10 ans⁴⁶.

Joe Biden cherchait également à unifier le pays en s'adressant au monde rural, qui est totalement acquis au vote républicain dans la mesure où les ruraux ne se reconnaissent pas dans les politiques sociétales progressistes ainsi que pro-écologiques des démocrates. **Initialement, Joe Biden voulait donc se concentrer sur *the blue wall*, les Etats industriels du Michigan, de la Pennsylvanie et du Wisconsin⁴⁷**. Vraisemblablement, Kamala Harris va faire de même, et le choix de son futur vice-président va dans ce sens. En janvier dernier, dans le Michigan, Joe Biden avait reçu le support du *United Auto Workers union*, le puissant syndicat des ouvriers automobile⁴⁸. En effet, pour remporter la présidentielle en novembre les démocrates doivent se concentrer sur les *swings states* ou États clés dans lesquels le résultat final reste incertain et qui se montrent indécis.

⁴⁵ Irwin, N. (2024, March 7th). [SOTU : Biden to preview populist second-term economic agenda](#). Axios.

⁴⁶ [Biden releases budget plan that lays out his vision for a second term](#). (2024, March 11th). PBS NewsHour.

⁴⁷ O'Keefe, E. (2023, May 18th). [Biden campaign lays out initial plans to win again in 2024](#). CBS News.

⁴⁸ Krisher, T., Hussein, F., & Superville, D. (2024, January 25th). [Biden endorsed by United Auto Workers in 2024 election](#) | AP News. AP News.

CONTINUER L'INTERVENTIONNISME AMERICAIN AU PROFIT DU MONDE OCCIDENTAL

Dans son plan initial en vue d'un deuxième séjour à la Maison Blanche, Joe Biden avait l'intention de continuer sur une ligne interventionniste.

En effet, son premier mandat a été marqué par un soutien américain inconditionnel vis-à-vis de l'Ukraine par exemple. Washington est de loin le principal bienfaiteur de Kiev, avec une aide militaire dont l'armée ukrainienne est clairement dépendante. Après de long mois, le nouveau paquet d'aide d'un montant de 60 milliards d'aide a été voté au Congrès en avril et les premières livraisons sont attendues patiemment par l'Ukraine.

Lors du discours sur l'état de l'Union Joe Biden a réitéré son ambition interventionniste en pressant le Congrès d'adopter le projet de loi sur l'aide à l'Ukraine.

Il a même comparé le soutien à l'Ukraine au soutien américain aux britanniques face aux nazis lors de la Seconde Guerre Mondiale. Il a prononcé les mots suivants au sujet du *leader* du Kremlin: *"Overseas, Putin of Russia is on the march, invading Ukraine and sowing chaos throughout Europe and beyond. anybody in this room thinks Putin will stop at Ukraine, I assure you, he will not"*⁴⁹.

Un autre élément qui nous laisse penser que Joe Biden restera sur une ligne interventionniste est sa perception des conflits ukrainien et en Israël. Pour les démocrates c'est la sécurité des Etats-Unis d'Amérique, la crédibilité du pays en tant que superpuissance et *leader* du « le monde libre », qui serait mis à mal par une défaite ukrainienne et israélienne⁵⁰.

L'interventionnisme de Joe Biden s'exprime aussi derrière sa politique à l'encontre de la Chine. Comme nous l'avons analysé plus tôt, Joe Biden a continué la stratégie de compétition avec la Chine mais de manière moins

⁴⁹ Lindsay, J. M. (2024, March 8th). [Campaign Roundup: Joe Biden Makes the Case for Ukraine Aid. Council](#) On Foreign Relations.

⁵⁰ Rothman, N. (2024, March 22nd). [Biden's Reelection Goals Increasingly Conflict with U.S. National Priorities.](#) National Review.

agressive que son prédécesseur. Bien qu'il ait affirmé qu'en cas d'attaque chinoise sur Taiwan les Etats-Unis d'Amérique défendrait l'île, son approche vis-à-vis de la Chine a été davantage multilatérale, c'est-à-dire, en mobilisant les alliés des Etats-Unis d'Amérique dans la région du Pacifique dans la rivalité avec la Chine. Etant donné que l'influence chinoise sur la scène internationale ne cesse de croître rien ne prédispose, à un changement de stratégie de la part de Joe Biden⁵¹. En cas d'élection en novembre prochain, Kamala Harris ne devrait pas dévier de cette ligne, même si pour le moment nous ne savons que très peu de choses de ses points de vue sur ces points, Pas plus tard qu'en mai 2024 Joe Biden a annoncé des mesures protectionnistes pour protéger l'Amérique dans la compétition économique avec la Chine. L'administration Biden a imposé des droits de douanes sur des produits stratégiques comme l'aluminium, les semi-conducteurs ou les véhicules électriques. Cette mesure quelques mois avant l'élection de novembre vise à illustrer la fermeté de son administration à l'encontre de la Chine.

Historiquement l'interventionnisme américain s'insère dans un récit plus large qui justifie les coûts de la guerre auprès du peuple américain. Pendant la guerre froide le spectre du communisme international justifiait la guerre du Vietnam et en 2003 la guerre en Irak s'insérait dans un contexte plus large de guerre contre le terrorisme. Ainsi, **l'enjeu pour les Démocrates en vue d'une réélection sera d'avoir la capacité de défendre la politique interventionniste de Biden menée en Ukraine et au Moyen-Orient.** Il auront donc besoin de poursuivre le réarmement du pays entamé par Donald Trump en 2016, **d'où la forte augmentation des dépenses militaires prévues en 2024.**

⁵¹ Martin, N. (2024, March 7th). [How Biden took Trump's China policy and raised the stakes.](https://www.dw.com/en/how-biden-took-trumps-china-policy-and-raised-the-stakes/a-67844444) dw.com.

Tableau des dépenses militaires américaines depuis 2008 :

Année	Dépenses militaires (en milliards USD)	En % du PIB
2008	696,12	4,4%
2012	684,76	4,3%
2016	611,19	3,3%
2020	778,00	3,7%
2022	811,00	3,6%
2024 (estimation)	886,00	3,8%

Seulement, d'un point de vue interne comme externe, l'interventionnisme américain est remis en question.

Sur le plan externe, les Etats-Unis doivent composer avec un Sud Global qui lui est toujours plus hostile. En effet, sur l'ensemble des sujets sur lesquels l'administration Biden est fortement engagée, **les Etats-Unis n'emportent pas l'adhésion du Sud Global** :

- sur la rivalité avec la Chine, **nombre de pays du Sud ont une étroite collaboration économique avec la Chine dans le cadre de son projet des Nouvelles Routes de la Soie** (1) ;
- sur le dossier ukrainien, **les actions de Vladimir Poutine suscitent au mieux une indifférence du Sud Global, au pire une certaine bienveillance, Poutine incarnant la lutte contre l'Occident** (2) ;
- et enfin sur le dossier israélien, **le Sud Global est davantage proche de la position palestinienne comme en témoignent les dernières résolutions de l'ONU** (l'Afrique du Sud parle de régime d'Apartheid, les pays du Moyen-Orient sont proches de la Palestine et la Chine ou la Russie jouent la carte du faiseur de paix et de la médiation).

Sur le plan interne, l'interventionnisme américain ne fait pas l'unanimité : les Américains restent isolationnistes. Seulement, on observe deux dynamiques importantes en fonction du vote. **Du côté des Républicains le soutien à l'Ukraine ne fait pas l'unanimité et du côté démocrate c'est le soutien à**

Israël qui divise. Ainsi, dans la mesure où les Démocrates, en ligne droite de ce qui a été fait par Joe Biden, ambitionnent d'incarner « le monde libre », il faudra trouver un narratif qui sache convaincre le peuple américain à le suivre dans son interventionnisme⁵².

Après le retrait de Biden, Kamala Harris défendra son bilan : Peut-elle l'emporter ?

EN DIFFICULTE, BIDEN A FINI PAR RENONCER : CHRONIQUE DU RETRAIT

Alors que Joe Biden semblait se diriger vers une nouvelle candidature, son destin a été scellé en 25 jours. Pendant ce laps de temps, Joe Biden à bout de souffle et peu populaire a été contraint de se retirer, au profit de Kamala Harris.

Le 27 juin 2024, Joe Biden et Donald Trump se sont affrontés lors d'un débat télévisé qui va rester historique. Tout d'abord, c'est la première fois dans l'histoire américaine qu'un débat est organisé aussi tôt dans la campagne. Ensuite, ce débat avait été préparé méticuleusement par la chaîne CNN afin d'éviter tout problème. Ainsi, l'équipe technique avait la possibilité de couper les micros, rendant impossible toute prise intempestive de parole. Alors que Joe Biden avait lui-même demandé que débat soit organisé, il est passé à côté de celui-ci. Sa performance catastrophique, a affiché au grand jour ses lacunes. Après ce débat, de nombreuses voix démocrates se sont fait entendre pour réclamer son retrait de la course présidentielle. Cela pouvait surprendre, alors que tous les démocrates semblaient faire corps derrière Biden depuis des mois, le défendant contre vents et marrées.

⁵² Walldorf, W. (2024, January 31st). [The U.S. public has never been more Anti-War. Biden isn't taking note.](#) TIME.

Début juillet, Barack Obama et Nancy Pelosi, figures du parti démocrate, ont exprimé leurs critiques sur la candidature Biden, et demandé son retrait. Ces critiques faisaient échos à de nombreuses autres critiques et demandes de retraits de démocrates depuis de nombreux jours. Face à cela, Joe Biden, qui continuait à se dire déterminé et de se définir comme le meilleur candidat, semblait naviguer à contre-courant. Sa situation semblait très compliquée, et ses positions étaient de plus en plus dures à tenir.

Le vendredi 12 juillet, il a demandé que ce soit désormais Trump qui soit au centre des attentions. Personne n'aurait pu imaginer que quelques heures plus tard, Donald Trump serait visé par une tentative d'assassinat. Rapidement, il dû s'excuser pour ses déclarations, et stopper sa campagne devant l'émotion provoquée. Alors que Trump était à ce moment intouchable, Joe Biden se retrouvait dans l'embarras, car tributaire de la campagne de son opposant et embarrassé par la polémique sur la gestion de la sécurité, notamment par les Secret Services. La semaine qui s'en suivit lui donna un petit peu de répit, alors qu'il était confiné chez lui car infecté par le coronavirus, et que son opposant républicain était sous le feu des projecteurs durant la Convention Nationale Républicaine. Mais cet oubli ne dura que très peu de temps, alors qu'il redevint le centre des débats dès la fin de semaine.

Le samedi 20 juillet, **ses proches conseillers lui ont montré, sondages à l'appui, qu'il allait être difficile de renverser la situation.** Sa position difficile sur le plan sondagier, s'ajoutait aux retraits de grands donateurs qui étaient effrayés par sa prestation lors du débat face à l'ancien président. Dans un pays où l'argent est primordial dans les campagnes électorales, Joe Biden se retrouvait sous pression car il était acculé de toutes parts. En effet, les sondages le plaçaient derrière Donald Trump et il avait besoin de tout son parti ainsi que de nombreuses ressources notamment financière pour inverser la situation. En cas de défaut des deux, il ne pouvait pas espérer rattraper son retard. Dans les heures qui ont suivi, il a décidé de se retirer par une annonce intervenue dans l'après-midi du 21 juillet. Sa vice-

présidente n'a été prévenue que quelques minutes avant la diffusion de son communiqué.

Dans la foulée, il a choisi de soutenir Kamala Harris, en faisant d'elle son héritière de facto et la personne qui allait porter son bilan devant les Américains en novembre. Cet évènement historique, avec un président sortant refusant de se représenter, est une première depuis 1968. Ce retrait place Kamala Harris sur le devant de la scène, alors qu'elle ne devait pas jouer un rôle clé durant cette campagne, car elle était jugée trop faible pour pouvoir s'imposer face à Donald Trump. En effet, initialement, Joe Biden, malgré ses faiblesses évidentes, était vu comme ayant de meilleures chances de réussite. Cet état de fait a été renversé par les événements politiques de juin et juillet 2024.

BIDEN ETAIT A LA TRAINÉ DANS LES SONDAGES : KAMALA HARRIS PEUT-ELLE FAIRE MIEUX ?

On ne le dira jamais assez, les sondages sont utiles pour donner une image de l'électorat à un instant T, mais ne permettent pas de prédire l'avenir pour autant, **force est de constater que les mauvais sondages de Joe Biden ont hypothéqué ses chances de victoire et précipité sa chute**. Les différentes enquêtes d'opinion traduisaient un état d'esprit dans le pays et elles jetaient de l'incertitude sur les chances de réélection de Biden.

Depuis le **débat télévisé catastrophique du 27 juin, les enquêtes d'opinion et les inquiétudes concernant l'âge et les capacités de Biden ont pris une autre dimension**. Alors que précédemment tout cela était qualifié de secondaire par les démocrates, ces accusations ont pris une grande importance par la suite et ont été matérialisées. Donald Trump, qui était le favori des sondages avant ce débat, avait de fortes chances d'être élu président, et Joe Biden semblait condamné par les différentes enquêtes d'opinion. Pour limiter cet impact des sondages on pouvait prendre différents exemples, par exemple aucun sondage n'avait donné Trump gagnant en 2016, pourtant c'est ce qui arriva. En 1988, les sondages en juin

donnaient Georges H. Bush avec un retard de plus de 15 points sur son opposant démocrate, pourtant c'est bien le vice-président de Ronald Reagan qui s'est imposé en novembre, et qui plus est, avec une grande marge, aussi bien au niveau du vote populaire qu'en termes de grands électeurs. En 1992, Bill Clinton était placé en troisième position dans les sondages en mai/juin, fait assez rare pour être signalé dans un pays habitué au bipartisme, pourtant c'est bien lui qui s'impose quelques mois plus tard...

Pourtant, les **sondages qui ne semblaient pas pouvoir inquiéter Biden, sont devenus capitaux au fur et à mesure que l'échéance électorale se rapprochait**. Alors que la tendance ne s'inversait pas, ce qui pouvait sembler accessoire plus de 5 mois avant l'élection, a constitué une des arguments pour pousser au retrait de Biden. Surtout, aucune des actions de Biden avait entrepris n'a pu renverser la tendance, au contraire, ses performances douteuses n'ont fait que confirmer les sondages. Ces derniers s'ils se confirmaient laisser présager non seulement une défaite des Démocrates à l'élection présidentielle mais également au Congrès.

Malgré un semblant d'éclaircie après son discours sur l'état de l'Union, Joe Biden disposait d'une côte de popularité très faible avant son retrait.

Sa côte de popularité s'est durablement installée sous la barre symbolique des 40%. Lorsque Donald Trump était président, il n'avait jamais connu une côte de popularité si basse, en se maintenant toujours au-dessus des 40% d'opinions favorables (il n'est descendu en dessous qu'à la fin de son mandat, après avoir perdu et surtout après les événements du capitol). Malgré cette régularité et ce socle électoral, Trump avait été battu en novembre 2020, ce qui ne présageait rien de bon pour Biden.

En effet, jamais un candidat à la cote de popularité si basse n'avait été élu (ou réélu), le cas de Barack Obama en 2012 apparaît comme une exception qui confirme la règle. Le dernier président si impopulaire au 13^{ème} trimestre de son mandat, Georges H. Bush en 1992, n'avait pas été réélu. Ainsi, les statistiques étaient véritablement contre Joe Biden. Georges H. Bush avait souffert de beaucoup de choses, mais notamment du fait qu'il

n'avait pas tenu ses promesses en termes de fiscalité, en augmentant les impôts pour faire face à la crise. Les Démocrates ont craint ainsi de connaître le même destin. Joe Biden, trop impopulaire pour un candidat à la Maison Blanche, n'avait plus les moyens de renverser la situation.

Les sondages concernant un affrontement entre Kamala Harris et Donald Trump ne sont pas encore assez nombreux et précis pour statuer sur le rapport de force. Ils donnent **une indication et montre que si la Vice-Présidente fait mieux que le Président, elle est toujours en retard face à l'ancien président** que ce soit sur le plan national au niveau du vote populaire ainsi que dans les états-clés. Seul le temps nous permettra de nous faire un avis, et la campagne débutera après la convention démocrate qui installera Kamala Harris comme la candidate officielle de son camp. Ainsi, nous connaissons les rapports de force de manière plus précise entre la fin août et la mi-septembre pour savoir si elle ferait mieux que Joe Biden. Pour l'instant, on observe que Kamala Harris souffre d'une mauvaise image liée à son début chaotique à ses fonctions ainsi que d'un bilan jugé mauvais par les Américains. Cependant, on observe que cette nouvelle candidature rebat les cartes avec de nombreux indécis qui peuvent encore changer d'avis d'ici novembre prochain.

Si l'on prend les sondages portant sur la popularité, Kamala Harris subit la même impopularité que Joe Biden en raison du bilan et des mauvais débuts comme Vice-Présidente. Kamala Harris est plus populaire que Joe Biden actuellement, mais les écarts ne sont pas stratosphériques et elle ne dépasse pas les 40% d'opinions favorables dans la population. Pour espérer s'imposer en novembre, Harris devra améliorer son score et se défaire de l'ombre encombrante de Joe Biden.

À ce titre, Kamala Harris bénéficie de plusieurs points positifs par rapport à Joe Biden. La Vice-présidente semble faire l'unanimité chez les Démocrates (14% d'entre eux seulement prétendent préférer une autre option et au total elle obtient le soutien de plus de 90% des démocrates). Ces chiffres, bien meilleurs que ceux de Biden, qui était contesté dans les derniers mois, se

rapprochent de ceux de Trump dans son propre camp. Ainsi, les deux candidats disposent de bases solides et mobilisables, ce qui a longtemps fait défaut à Biden. De plus, Harris obtient de meilleurs scores que Biden auprès des jeunes ou des minorités (non-blancs). Cependant certains démocrates craignent qu'elle ne soit pas capable de performer dans certaines catégories qui étaient les forces de Biden, en général, les travailleurs blancs du Nord du pays, et aussi les votants plus âgés qui étaient séduits par un Joe Biden, actif en politique nationale depuis 1973 et sa première élection.

COMMENT HARRIS PEUT RENVERSER LES TENDANCES : UN CHEMIN DIFFICILE MAIS PAS IMPROBABLE

Allan Lichtman, célèbre historien et politologue américain a déterminé 13 points dans son ouvrage « the Keys to the White House » qui doivent être pris en compte lors d'une élection présidentielle américaine. Le candidat à la présidentielle américaine remportant le plus de ces points est en mesure de l'emporter le jour de l'élection. Cette méthode, qui ne dépend pas du tout des sondages, s'est montrée efficace par le passé car Lichtman a été capable de déterminer l'identité du candidat élu. Il avait par exemple vu juste en 2016, lorsqu'il avait prédit la victoire finale de Trump, alors que tous les sondages étaient contre lui. Selon le politologue, les élections américaines sont un référendum pour ou contre le parti au pouvoir. Ainsi, les électeurs voteraient pour savoir s'ils peuvent faire confiance ou non au parti à la Maison Blanche. Cette grille de lecture semble intéressante puisqu'elle lie de fait, le bilan de Joe Biden à sa Vice-Présidente qui semble la favorite pour remporter la nomination du parti Démocrate pour la prochaine élection présidentielle.

Pour être élu, le parti au pouvoir ne doit pas faire face à plus de 6 points négatifs au risque d'être considérée comme perdant selon le politologue américain. Les 13 points en question sont :

1. **Mandat du parti** : après les élections de mi-mandat, le parti sortant détient plus de sièges à la Chambre des représentants des États-Unis qu'après les

élections de mi-mandat précédentes. Sur ce point les Démocrates ne sont pas bons et il y a un avantage Trump, en effet les démocrates avaient perdu 13 sièges à la Chambre en 2020 et en avaient perdu 9 de plus en 2022, perdant ainsi la majorité. Sur ce point, rien n'a changé et Harris souffre elle aussi du résultat démocrate aux Mid-Terms même s'ils sont moins mauvais que ceux de 2010, sous Obama, ce qui n'avait pas empêché sa réélection.

2. **Pas de course aux primaires** : *Il n'y a pas de course sérieuse pour l'investiture du parti sortant, le candidat faisant l'unanimité et ne faisant face à aucune opposition interne.* Ce point semble plus fragile, mais Kamala semble se diriger vers une nomination du parti qui ne fera aucune vague puisqu'elle a enregistré le soutien de la plupart des figures démocrates. Si elle s'était présentée à la primaire et s'était déclarée candidate avant, alors cela aurait été plus difficile vu qu'elle ne fait pas l'unanimité au sein du parti. Mais les conditions spéciales que nous connaissons cette année, et le retrait tardif de Biden ont permis à Kamala de rassembler. Ainsi cette clé semble lui être acquise.

3. **Le président sortant cherchant à être réélu** : *le candidat sortant du parti est le président en exercice.* Ce point était acquis pour Biden, qui aurait bénéficié de son statut, mais ce n'est pas le cas pour Harris.

4. **Présence d'un troisième candidat** : *il n'existe aucun tiers important ni campagne indépendante qui pourrait vampiriser et inquiéter le candidat.* Cela reste à déterminer, en effet Robert Kennedy Jr. s'est déclaré comme candidat et est crédité d'un bon score au niveau national, ce qui ferait de lui le principal « troisième homme » depuis 1992. Pour autant une inconnue demeure quant au nombre d'états dans lesquels il pourra concourir. Dernièrement, RFK semble en difficulté dans sa campagne, mais nous ne pouvons pas statuer directement, étant donné que pour que ce point soit perdu il faut que le troisième candidat fasse plus de 10% dans plusieurs sondages. Sur ce point, Lichtman ne veut pas statuer et reste réservé (il l'était tout autant quand Biden restait candidat).

5. **Une économie forte à court terme** : *L'économie n'est pas en récession pendant la campagne électorale.* On touche plutôt la perception des citoyens ici, plutôt que les indicateurs macroéconomiques. La perception est mauvaise malgré les bons indicateurs (inflation, emploi, croissance...), les Américains sont défaitistes et voient la situation économique comme mauvaise. Il faut se rappeler que l'on avait connu exactement la même situation en 2016 avec un bon bilan macroéconomique de Barack Obama qui avait pourtant conduit à une victoire d'un certain Donald Trump. Sur ce point, c'est Trump qui prend le dessus alors que la responsabilité est donnée à Biden (et Harris doit porter son bilan, ce qui fait qu'elle souffre aussi des mauvais résultats). Pour autant cela pourrait changer, il en incombera à l'équipe de Kamala Harris de travailler et insister sur ce point, surtout en termes de communication. En 1992, ce point avait joué contre Bush, même si la récession s'était officiellement terminée en 1991, les Américains ne le ressentaient pas ainsi et lui on fait payer dans les urnes.

6. **Une économie forte à long terme** : *la croissance économique réelle par habitant pendant la période est égale ou supérieure à la croissance moyenne au cours des deux mandats précédents.* Normalement, l'administration sortante devrait être créditée du point ici, avec une croissance de 5,9% en 2021, 2,1 en 2022 et 2,3 en 2023. Sous l'administration Trump, la croissance était à 2,3%, 2,9%, 2,3% et -2,8%, mais le coronavirus était passé par là. Ainsi, les années 2020 et 2021 sont « faussées » par la récession engendrée par l'épidémie et le rattrapage fait l'année suivante. En fonction de l'interprétation faite sur cette crise, les résultats sont à peu près similaires voir en faveur de Donald Trump si l'on retire les années Covid. Toutefois, Kamala Harris peut faire valoir des bons résultats de l'administration Biden en termes de croissance.

7. **Changement de politique majeur** : *L'administration en place apporte des changements majeurs à la politique nationale.* En d'autres termes, en opposition frontale avec ce qui a été fait avant. On parle de mesures fortes, comme le New Deal en son temps, qui cassent les codes. Si l'administration Biden a porté des projets importants comme l'IRA ou d'autres plans

d'infrastructure majeurs, cela ne constitue pas des politiques de ruptures importantes. À titre d'illustration, nous ne sommes pas dans la configuration de Donald Trump prenant la suite de Barack Obama, ce dernier celle de Georges W Bush, ou encore de Ronald Reagan celle de Jimmy Carter.

8. **Pas de troubles sociaux** : *Il n'y a pas de troubles sociaux soutenus pendant le mandat.* L'absence de troubles est bonne pour le candidat sortant, mais l'inverse est vrai pour son opposant. Ici, les États-Unis sont secoués par des manifestations pro-Palestine dans les universités depuis des mois et que Biden vu comme incapable de maintenir l'ordre. Par lien logique, Harris est vue comme responsable du désordre également.
9. **Pas de scandale** : *l'administration en place n'est pas entachée de scandale majeur.* On parle ici d'*impeachment* ou de possibles affaires judiciaires. Les *Congressmen* républicains ont bien essayé d'empêcher Joe Biden, en lien avec les problèmes judiciaires de son fils, mais rien n'y a fait. Kamala Harris semble tranquille sur ce plan-là, et veut d'ailleurs jouer sur cela alors qu'elle a été procureure et s'est souvent montrée implacable. D'ailleurs, Donald Trump reste incapable de l'attaquer sur ce point,
10. **Pas d'échec étranger/militaire** : *L'administration en place ne subit aucun échec majeur dans les affaires étrangères ou militaires.* Malheureusement pour l'administration sortante, la retraite d'Afghanistan a été vue comme un échec international majeur pour Biden. Rien ne changera pour Harris, qui souhaite d'ailleurs éviter la question internationale en raison des difficultés stratégiques sur cette question.
11. **Succès majeur dans les affaires étrangères/militaires** : *L'administration en place remporte un succès majeur dans les affaires étrangères ou militaires.* Cela dépendra des évolutions en Ukraine mais surtout en Israël, mais pour le moment il n'y a rien eu (ce ne sont pas les taxes sur les véhicules électriques chinois par exemple qui vont y changer beaucoup). Il semble peu probable que cela change pour Harris, donc on se dirige plutôt vers une perte de ce point.

12. **Titulaire charismatique** : *Le candidat sortant du parti est charismatique ou un héros national.* Pour le moment, Kamala Harris semble bien se débrouiller et inspire d'avantage que Joe Biden, malgré cela, on ne peut pas vraiment parler d'une icône et d'une personnalité qui fait se déplacer les foules comme pouvait l'être Barack Obama ou Bill Clinton du côté des Démocrates. C'est plutôt le contraire, alors qu'elle ne fait pas l'unanimité dans son propre parti et qu'elle ne fait se déplacer les foules que par sa nouveauté et la nature clivante de Trump. Sa performance face à Trump durant les débats et sa campagne permettront de se faire un avis.
13. **Challenger peu charismatique** : *Le candidat du parti qui défie n'est ni charismatique ni un héros national.* Point Trump, pour les mêmes raisons, alors que l'ancien magnat de l'immobilier est une bête médiatique. Malgré le fait qu'elle soit bien plus charismatique que Biden, Harris n'en reste pas moins en retrait face à Trump.

La situation est difficile pour Kamala Harris qui se retrouve dans la même position qu'Hillary Clinton en 2016. Elle devra porter un bilan qui n'est pas apprécié par les Américains. Si l'on prend les indications d'Allan Lichtman, la vice-présidente porte la candidature d'une administration qui rencontre trop de points négatifs pour pouvoir l'emporter. Selon le politologue américain, il ne faut pas que le parti au pouvoir coche au moins 6 points négatifs sur les 13 « clés vers la Maison blanche ». Cependant, comme il s'agit d'un retrait historique que l'on n'a pas connu depuis 1968, la situation pourrait évoluer d'ici novembre prochain.

CONCLUSION

En conclusion, Joe Biden laisse une Amérique plutôt divisée qu'unifiée, et bien qu'il ait renoncé à se présenter à l'élection, ce passif va peser en novembre prochain puisque Kamala Harris va devoir porter et défendre ce bilan. Celui-ci n'est pas catastrophique en soi mais pas tout rose non plus, en d'autres termes, il peine à convaincre les Américains et à leur plaire alors que Donald Trump paraît bien plus capable et en mesure de relever le pays. Joe Biden a réussi à réaffirmer le *leadership* Américain sur la scène mondiale en soutenant l'effort de guerre en Ukraine et en Israël. Mais aussi en réintégrant le pays dans les organisations internationales et en renouant avec les objectifs transnationaux de la transition écologique. C'est bien évidemment sur ces thèmes de rassemblement et d'unité que Kamala Harris, qui se place comme héritière directe de Biden, va tenter de séduire en vue d'être élue.

Toutefois, le *leadership* américain se montre fragilisé après presque 4 ans d'administration Biden, avec par exemple le désastreux retrait des troupes d'Afghanistan, qui fut vécu comme une humiliation par le peuple américain. Idem pour le soutien à l'effort de guerre Israélien qui divise, preuve en est, le boycott par Kamala Harris du discours prononcé par Benyamin Netanyahu au Sénat, comme pour signifier qu'elle veut se tenir en retrait des thèmes géopolitiques et internationaux.

Sur le plan de la politique intérieure, Biden avait l'ambition d'apaiser et unifier, et Kamala Harris gardera la même ligne durant la campagne. Cette ligne apparaît cependant difficile à défendre dans une l'Amérique plus clivée que jamais entre Républicains et Démocrates, entre une Amérique des villes et l'Amérique déclassée, qui a souffert de la mondialisation, une Amérique dont Trump et Vance veulent se faire les porte-paroles alors que les Démocrates semblent les avoir abandonnés. De plus, Donald Trump est toujours solidement ancré dans le paysage politique et cela illustre l'incapacité de Biden et de Harris à convaincre.

Une élection de Kamala Harris serait la continuation du mandat de Joe Biden, car elle semble s'appuyer sur les mêmes thèmes et répète que son élection est nécessaire pour défendre l'âme de l'Amérique. Toutefois cette stratégie pourrait rencontrer des limites après 4 années de présidence de Joe Biden et que Kamala Harris semble avoir du mal à défendre ce bilan.

Cette campagne présidentielle 2024 est marquée par de nombreux rebondissements : une tentative d'assassinat sur Donald Trump (première lors d'une campagne depuis 1968), une violence inouïe et le retrait du président sortant (première depuis Lyndon B. Johnson 1968). Cette élection s'annonce riche en rebondissements et serrée même si Donald Trump semble favori à l'issue du remplacement de Joe Biden par Kamala Harris. Pour autant, l'Histoire politique américaine a démontré qu'il y avait toujours des événements de nature à changer le cours d'une campagne électorale. Si la situation semble pour le moment mal engagée pour l'administration sortante et donc pour Kamala Harris, il nous reste encore 100 jours de campagne pour changer le cours de l'Histoire.

Par **Sean SCULL**, Analyste du Millénaire.

Pierre CLAIRE, directeur adjoint des études

William THAY, Président du Millénaire

Crédit photo : [President Joe Biden, joined by Vice President Kamala Harris, after delivering remarks on the CDC's updated guidances](#), U.S. Government, sous license [CC0 1.0 UNIVERSAL](#), via Rawpixel.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



Mentions légales : L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.